

AFFAIRES

	S&P/TSX 12 863,27 -117,86 (-0,91%)
	TSX CROISSANCE 3066,76 -70,66 (-2,25%)
	QUÉBEC 30 1302,31 -3,91 (-0,30%)
	DOW JONES 12 114,10 -120,24 (-0,98%)
	DOLLAR 84,95 ¢US -0,32 ¢

Un autre Olymel?
En Gaspésie, Verreault Navigation se prépare à fermer faute d'entente avec ses travailleurs
PAGE 5

Le salaire des patrons dans la ligne de mire
À quand une rémunération basée sur la performance boursière?
PAGES 6 et 7

Trois chinoiserries plus tard
La dégringolade de la Bourse de Shanghai a servi d'excuse à ceux qui attendaient une correction
PAGE 8

L'homme d'un million de t-shirts
Une grande entrevue avec le fondateur d'American Apparel, le provocateur Dov Charney
PAGE 12

LE CHIFFRE DU JOUR
1 million
Toyota Canada a annoncé hier que les ventes de son modèle Corolla, commercialisé pour la première fois en 1966, ont franchi la barre du million d'unités au pays.
Source: Toyota Canada

FRANCHISE À VENDRE ?
COMPOSEZ MAINTENANT LE
1 866 499 0334
AcquiZition.biz



L'ANNÉE DU COCHON

UNE ANNÉE DE CRISE

Des producteurs qui croulent sous les dettes. Des ouvriers qui voient leurs conditions de travail amputées. Des subventions qui grimpent pour un cheptel en déclin. L'industrie du porc, jadis un fleuron du Québec, est en crise. L'année qui vient sera décisive.

PHILIPPE MERCURE

30 janvier 2007. L'industrie porcine du Québec au grand complet retient son souffle. Incapable d'obtenir les baisses de rémunération qu'elle exige de ses employés, Olymel annonce

la fermeture du plus gros abattoir de la province pour le 25 mai.

Pris de paniques, les producteurs convoquent une conférence de presse où ils menacent d'embarquer leurs cochons dans les camions et les envoyer se faire abattre en Ontario, dans les Mari-

times et aux États-Unis. « C'est l'avenir de la filière porcine qui est en jeu », déclare Claude Corbeil, alors président de la Fédération des producteurs de porcs du Québec.

Les employés, depuis, ont fini par plier, acceptant le gros des concessions exigées par leurs patrons. Mais personne n'est dupe. Si le bras de fer est terminé chez Olymel à Vallée-Jonction, la crise de l'industrie, elle, persiste.

Et pour Kevin Grier, analyste au Centre George Morris – un *think-tank* indépendant qui se penche sur les questions agricoles – le

calendrier chinois pourrait avoir visé juste en faisant de 2007 l'année du cochon. « L'année 2007 marquera un tournant dans l'industrie du porc non seulement au Québec, mais partout au Canada, dit-il. Dans quelques années, nous dirons que ce fut le point où l'industrie aura pris de l'expansion. Ou bien qu'elle se sera contractée de façon significative. »

► Voir **COCHON** en page 4

NOTRE DOSSIER EN PAGES 2 ET 3

RÉMI LEMÉE, LA PRESSE ©

Personne n'en parle



CLAUDE PICHER

LA VIE ÉCONOMIQUE

Des cinq grandes régions du Canada, c'est le Québec qui affiche le taux de croissance économique le plus faible depuis 10 ans. Cette année, le produit intérieur brut (PIB) du Québec

ne représentera plus que 19,6 % du PIB canadien, un plancher historique. Par rapport à leurs voisins, les Québécois s'appauvrissent constamment. En 1998, le PIB par habitant, au Québec, se situait à 85,6 % du niveau canadien; aujourd'hui, il n'est plus que de 79,6 %. Des 50 États américains, il n'y en a que deux, le Mississippi et la Virginie-Occidentale, où le niveau de vie est plus bas qu'au Québec. Vous n'avez pas beaucoup entendu parler de cela depuis 10 jours.

L'investissement est en chute libre au Québec. L'an dernier, les immobilisations en machines et matériel, investissements cru-

ciaux pour la création d'emplois et de richesse, ont atteint un famélique 19 milliards, sur un total canadien de 102 milliards. Cela représente 18,9 % du total canadien, contre 19,3 % un an plus tôt et 20,2 % en 2004. Pas un mot là dessus depuis 10 jours.

Le marché du travail n'est pas en bon état de santé. Dans le secteur manufacturier, le Québec perd 25 000 emplois par année depuis quatre ans, et tout indique que les chiffres de 2007 seront aussi noirs. Certes, les emplois perdus sont remplacés par d'autres, mais ces milliers de pertes signifient autant de drames personnels. Le Québec

compte 315 000 chômeurs. Le taux de chômage québécois, à 7,7 %, demeure nettement supérieur à la moyenne canadienne de 6,2 %. Encore faut-il dire que les chiffres québécois contribuent à faire grimper la moyenne. En réalité, dans le reste du Canada, le chômage se situe à 5,7 %. Un autre sujet dont personne ne parle depuis 10 jours.

Le Québec, qui dégageait traditionnellement d'importants surplus dans ses échanges internationaux, est tombé depuis deux ans dans le rouge à ce chapitre.

► Voir **ÉLECTIONS** en page 4



Engagez-vous dans la « conversazione »

Les sept programmes de langues du Centre de l'éducation permanente de l'Université Concordia permettent aux étudiants d'apprendre à communiquer dans la langue de leur choix pour ensuite s'en servir dans leurs études, leur vie sociale et leurs activités professionnelles.

Pour une liste complète de nos programmes de langues ou de nos programmes professionnels à temps partiel, à temps plein ou en ligne, visitez :

www.concordia.ca/conted

Tél. : 514-848-3600
Inscrivez-vous dès maintenant, les places sont limitées!



L'ANNÉE DU COCHON ANNÉE DE CRISE

SE BATTRE...

63%

PRISONNIERS DES MARCHÉS ÉTRANGERS.

63% de la production porcine québécoise est exportée.



PHILIPPE MERCURE

L'industrie du porc québécoise ne fait pas d'argent à l'heure actuelle. Et pour Kevin Grier, analyste au Centre George Morris, il n'y a pas mille conclusions à en tirer. « Le Québec doit être compétitif avec le reste du Canada et le reste du monde... ou réduire sa production substantiellement. »

En décembre dernier, lors d'une

assemblée de la Fédération des producteurs de porcs du Québec, l'analyste ne s'est pas fait que des amis en confrontant les éleveurs à la dure réalité qui est la leur. À ceux qui rêvent de solutions de rechange pour se sortir de la crise – stimuler la demande locale, ou se recycler dans le porc bio — M. Grier a été impitoyable. Vous allez vous battre avec le Brésil et les États-Unis sur la scène internationale... ou bon nombre d'entre vous vont disparaître, a-t-il dit en substance aux producteurs.

« Il y a des McDonald's pour le bœuf, des St-Hubert et des Kentucky pour le poulet. Pourquoi on n'aurait pas des chaînes de

restaurants qui vendraient nos produits? », s'est interrogé un éleveur de cochons. M. Grier lui a poliment fait comprendre qu'il fallait arrêter de rêver. Car on a beau dire aux Québécois que le gras du porc s'enlève comme une peau de banane, ou les inciter à être tendre avec leur cochon québécois, promettant qu'il leur rendra bien, les habitants de la Belle Province continuent de manger moins de porc que le reste des Canadiens.

« La demande est stable, et ça, c'est pour être poli. Il faudrait plutôt dire qu'elle est stagnante. Ce que ça veut dire, c'est que vous ne pouvez pas compter sur



Les producteurs de porcs du Québec doivent se battre avec ceux du Brésil et des États-Unis.

PHOTO RÉMI LEMÉE, LA PRESSE ©

Difficile réorganisation pour

Se réorganiser : c'est ce que doit faire l'industrie porcine pour retrouver la rentabilité. Mais les obstacles sont parfois nombreux, comme l'a constaté *La Presse Affaires*.

PHILIPPE MERCURE

« Il a 45 ans et tu sais ce qu'il fait ? Il s'en va dans l'armée ! Il a tout sacré là, il en a plein son casque. Il s'est dit que ça ne pouvait pas être pire dans l'armée. »

Alain Forget pouffe de rire en racontant l'anecdote. Des histoires de producteurs qui ont jeté l'éponge, il en connaît plein. Et s'il rit en les racontant, ce n'est pas par dérision, mais parce que ça vaut mieux

que d'en pleurer. Alain Forget a 24 ans. Il est producteur de porcs.

Lorsqu'il monte dans sa camionnette pour nous faire visiter ses installations, ce n'est plus un sourire qui éclaire son visage, mais un agacement certain. « C'est trois kilomètres. Aller-retour, six kilomètres. Chaque matin et chaque soir, sept jours sur sept. Faut venir livrer la moulée, faire les rondes, accourir en cas d'urgence.

Imagine comment on serait bien si c'était dans la cour, là-bas... »

La ferme où travaille Alain Forget n'est pas une ferme comme les autres. On pourrait la qualifier... d'inter-municipale. Une histoire complexe, mais qui illustre bien les difficultés d'une industrie minée par ses problèmes d'image.

C'est le père d'Alain qui a fondé la porcherie il y a 25 ans. Avec son frère plus âgé, Alain a décidé de sauter dans le bateau.

Pour pouvoir faire travailler les trois hommes, il fallait agrandir un peu l'entreprise. Les Forget avaient déjà une maternité de 400 truies. Une partie des porcelets qui y naissaient était engraisée chez les Forget; les autres, vendus, faute d'espace pour les amener à maturité. Les Forget ont décidé de boucler la boucle. Ils ont acheté une porcherie de 2000 places qui leur permettrait, pensaient-ils, d'élever tous les porcs qu'ils faisaient naître.

Erreur. Le bâtiment qu'ils ont acheté peut légalement loger 2000 porcs. L'ancien propriétaire en avait 2000. Mais eux ne peuvent en loger que 1600... et sont en train de perdre patience à force de travailler pour accommoder les 400 autres.

La clé de cette curieuse histoire se trouve dans les porcelets des Forget. L'ancien propriétaire ne les faisait pas naître lui-même. Il en achetait 2000, d'un coup, de différents « naisseurs » de la région. Il les engraisait pendant trois mois dans sa porcherie, puis les vendait à l'abattoir. Il lavait ensuite sa porcherie de fond en comble,

LA CRISE DU PORC POUR LES NULS



LES CAUSES

- Hausse du dollar canadien.
- Hausse des exportations du Brésil et des États-Unis.
- Installations et coûts de main-d'œuvre moins concurrentiels.
- Moratoire sur l'industrie porcine et resserrement des règles environnementales.
- Maladies qui ont frappé le cheptel.

LES CONSÉQUENCES

- Olymel, le plus important transformateur de porcs de la province, dit avoir perdu **150 millions** de dollars depuis 3 ans.
- La Financière agricole, qui administre le programme d'assurance stabilisation du revenu (ASRA), prévoit verser **246 millions** de dollars aux producteurs pour l'année 2006 – les deux tiers de cette somme provient de l'État.
- **20%** des producteurs sont en retard sur leurs paiements auprès de la Financière agricole, « du jamais vu, dans aucune production », selon Laurent Pellerin, président de l'Union des producteurs agricoles.

LES ENJEUX

- **7,3 millions** de porcs produits en 2005.
- **4111 producteurs**.
- **28 000 emplois** directs et indirects (7000 dans la production, 8000 dans la transformation et 13 000 chez fournisseurs).
- Chiffre d'affaires de **2,7 milliards**.
- **1,06 milliard** de dollars d'exportations en 2005.

L'ANNÉE DU COCHON ANNÉE DE CRISE

OU DÉCLINER

le marché domestique pour croître », a averti M. Grier. Les chiffres montrent d'ailleurs à quel point l'industrie porcine québécoise dépend des exportations. L'Union européenne exporte 7% de sa production; les États-Unis, entre 10 et 13%, le Brésil, 25%. Au Québec, c'est 63% de la production qui est exportée, dont 18% dans le reste du Canada.

Pourquoi ne pas faire les choses différemment? Miser sur la qualité, faire du porc bio, transformer davantage les produits? Cela pourrait bien être une partie de la solution. Mais ce ne sera jamais suffisant pour soutenir une industrie de la taille de celle

du Québec, croient les experts. « Le nerf de la guerre se résume à trois choses, aime dire M. Grier. Le prix, le prix, et le prix. »

Mais cette guerre est-elle déjà

(ASRA). Et les producteurs, qui contribuent à hauteur d'un tiers à l'ASRA (le reste provient de l'État), sont tellement pris à la gorge que 20% d'entre eux sont actuellement

Après le meuble et le textile, faut-il déjà inscrire le cochon québécois sur la liste des industries exportatrices victime de la mondialisation? Le considérer

« Il faut réaliser qu'on continue, aujourd'hui, à vendre sur les marchés internationaux. On a des problèmes structurels qu'on est capable d'ajuster pour passer à travers la crise. Je ne dis pas que ça ne fera pas faire mal. Mais on est capable de s'en sortir. »

« La production peut devenir extrêmement rentable dans deux ans, ajoute-t-il. Imaginez la grippe aviaire qui frappe solidement en Europe, ou des cas de vache folle qui amènent un transfert dans la consommation. Demain matin, on peut rouler sur l'or dans le porc. »

On a des problèmes structurels qu'on est capable d'ajuster pour passer à travers la crise. Je ne dis pas que ça ne fera pas faire mal. Mais on est capable de s'en sortir. »

perdue? La Financière agricole prévoit que l'État québécois devra verser 164 millions de dollars aux producteurs pour l'année 2006 via le programme de l'assurance stabilisation des revenus agricoles

incapables de verser leur part. « En 35 ans, je n'ai jamais vu ça, dans aucune production », s'est exclamé à ce sujet Laurent Pellerin, président de l'Union des producteurs agricoles.

comme un « secteur mou » et le laisser péricliter lentement, sans y englober l'argent de l'État?

Maurice Doyon, de l'Université Laval, croit qu'il est trop tôt pour envoyer les avis de décès.

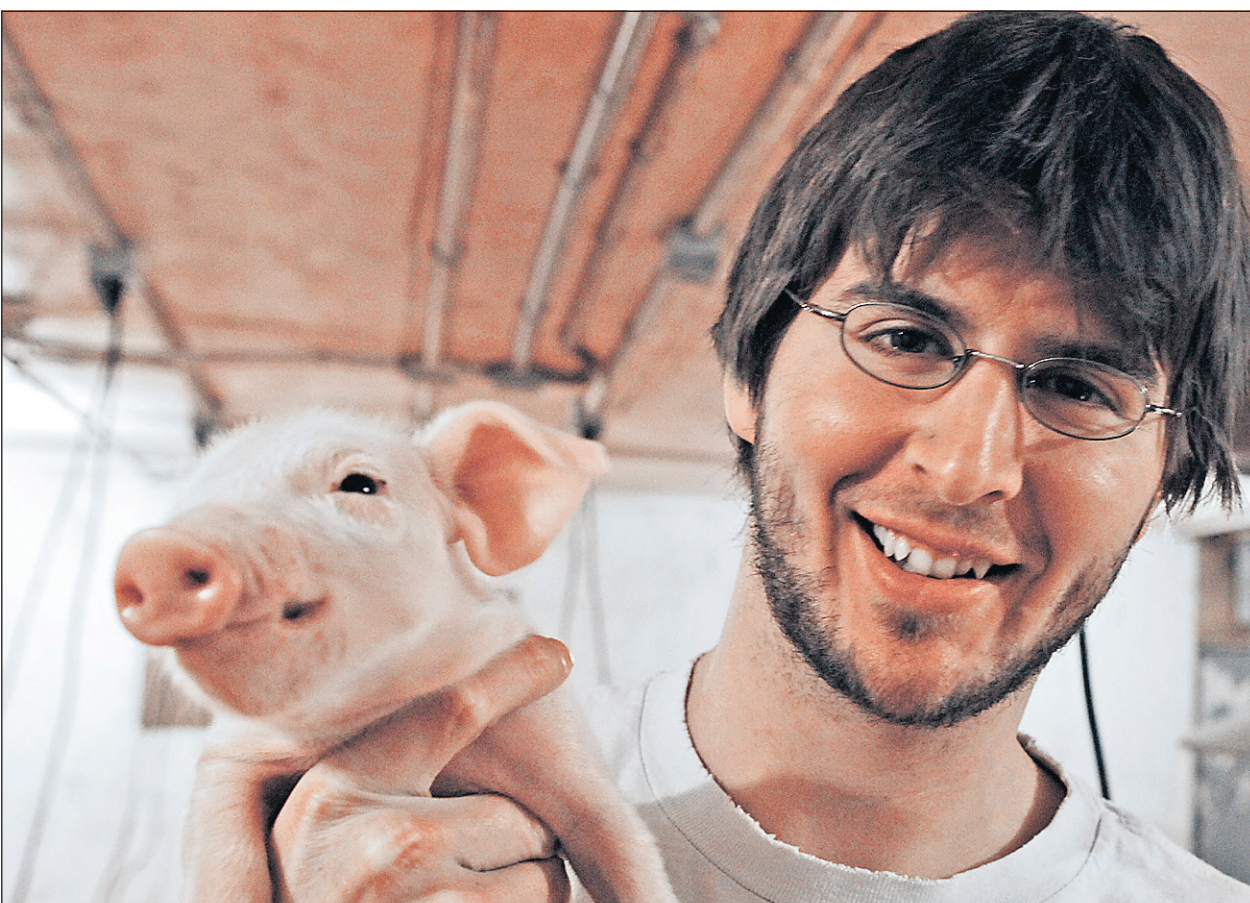


PHOTO RÉMI LEMÉE, LA PRESSE ©

Marc-André Forget, producteur de porcs, connaît de nombreuses anecdotes de confrères qui ont jeté l'éponge.



PHOTO TODD KOROL, COLLABORATION SPÉCIALE

Il est difficile de rivaliser avec les grands abattoirs de la concurrence.

les producteurs...

achetait 2000 autres porcelets, et recommençait.

Les Forget ne peuvent pas fonctionner ainsi. Contrairement à l'ancien proprio, leurs 2000 cochons n'ont pas tous le même âge : il en naît tous les jours dans la maternité. À la fin du processus, les porcs ne partent donc pas tous en même temps vers l'abattoir. Conséquence : la porcherie n'est jamais complètement vide pour être nettoyée.

Comme tous les éleveurs qui produisent eux-mêmes leurs porcelets, les Forget doivent ainsi conserver deux chambres vides dans leur porcherie pour effectuer des rotations et permettre le net-

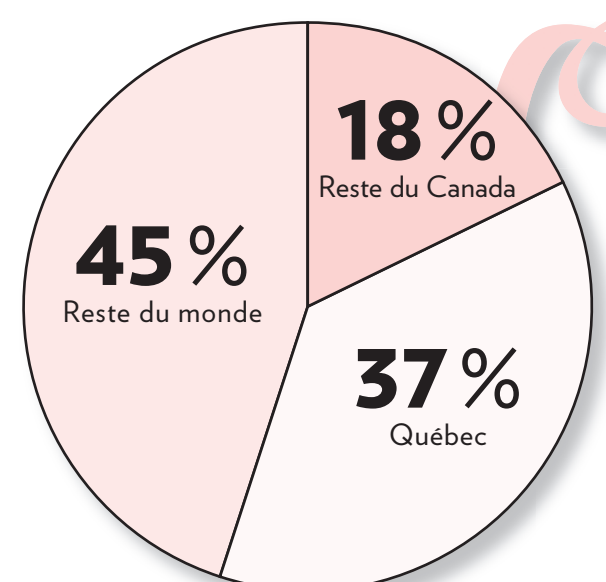
toyage. Ils pensaient tout simplement construire deux chambres supplémentaires à l'arrière de la porcherie, là où le champ s'étend à perte de vue et les normes d'espace sont largement satisfaites.

Non. Parce qu'à Saint-Ambroise-de-Kildare, près de Joliette, un règlement municipal interdit agrandissement de porcherie sur le rang double où est située l'installation des Forget. Ils ont eu beau plaider qu'ils ne voulaient pas agrandir pour augmenter leur production, mais bien pour élever les 2000 porcs auxquels leur permis leur donne droit : rien à faire.

Les Forget ont donc dû louer

une porcherie de 400 places dans le village voisin, à Saint-Liguori. Une porcherie désuète, sans ventilation automatique et sans génératrice, dans laquelle ils ne veulent pas investir puisqu'elle ne leur appartient pas. Et avec deux bâtiments à s'occuper et des activités sur deux sites, oubliez tout de suite les économies d'échelle.

« C'est trois kilomètres. Aller-retour, six kilomètres. Chaque matin et chaque soir, sept jours sur sept. Faut venir livrer la moulée, faire les rondes, accourir en cas d'urgence. Imagine comment on serait bien si c'était dans la cour, là-bas... »



MARCHÉ DU PORC QUÉBÉCOIS

Source: Centre George Morris, données de 2006

... et les abattoirs

PHILIPPE MERCURE

Il suffit de jeter un coup d'œil aux manchettes des journaux pour se convaincre que si la réorganisation est difficile du côté des producteurs, elle l'est autant sinon davantage du côté des transformateurs — ceux dont le métier est d'abattre des porcs pour les tailler en filets et côtelettes.

Avec 65% de part de marché, Olymel dicte pratiquement le pas à l'ensemble de l'industrie porcine du Québec. Aux prises avec des pertes de 150 millions en trois ans, selon ses propres chiffres, l'entreprise a annoncé un vaste plan de restructuration qui en a secoué plusieurs. Au menu : fermetures d'usines et réduction de la masse salariale des employés, un facteur qui compte pour plus de la moitié des coûts d'opération d'un abattoir.

L'entreprise a d'abord décidé de fermer le complexe de Saint-Valérien et Saint-Simon, près de Saint-Hyacinthe, pour le 30 mars prochain. Lorsqu'elle a annoncé la fermeture de son abattoir de Vallée-Jonction, en Beauce, plusieurs ont cru qu'elle voulait servir au Québec la recette appliquée par Maple Leaf au Canada anglais. Là-bas, face au choix de « grossir ou réduire significativement », l'entreprise a clairement choisi la deuxième option. Maple Leaf recentrera toutes ses activités à son usine de

Brandon, au Manitoba. Ses cinq autres abattoirs? Ils sont à vendre. L'entreprise se retire carrément des marchés d'exportation de porc frais, et misera sur des produits à haute valeur ajoutée.

Au Québec, la fermeture de Vallée-Jonction a finalement été évitée. Olymel, aujourd'hui, affirme que « ses objectifs sont différents de ceux de Maple Leaf ». Les experts, eux, soutiennent que dans un scénario idéal, le Québec devrait se doter de deux méga-abattoirs, soutenus par une poignée de plus petits pour les produits de niche. Or, le portrait québécois est bien différent : 14 usines appartenant à 10 entreprises, dont aucune n'est assez grosse pour rivaliser avec les meilleurs au monde.

Olymel a affirmé à *La Presse Affaires* qu'elle n'avait ni l'intention ni les moyens de se lancer à court terme dans la construction d'un méga-abattoir. C'est donc avec ses trois cartes restantes — ses usines de Vallée-Jonction, Saint-Esprit et Princeville — qu'elle compte jouer sa partie. Avec les baisses de salaires obtenues, elle affirme maintenant pouvoir retrouver le chemin de la rentabilité. Mais c'est l'avenir qui dira si les Olymel, Qualiporc et autres Viandes du Breton du Québec réussiront leur défi : rivaliser avec les Américains et les Brésiliens... avec des installations beaucoup plus petites.

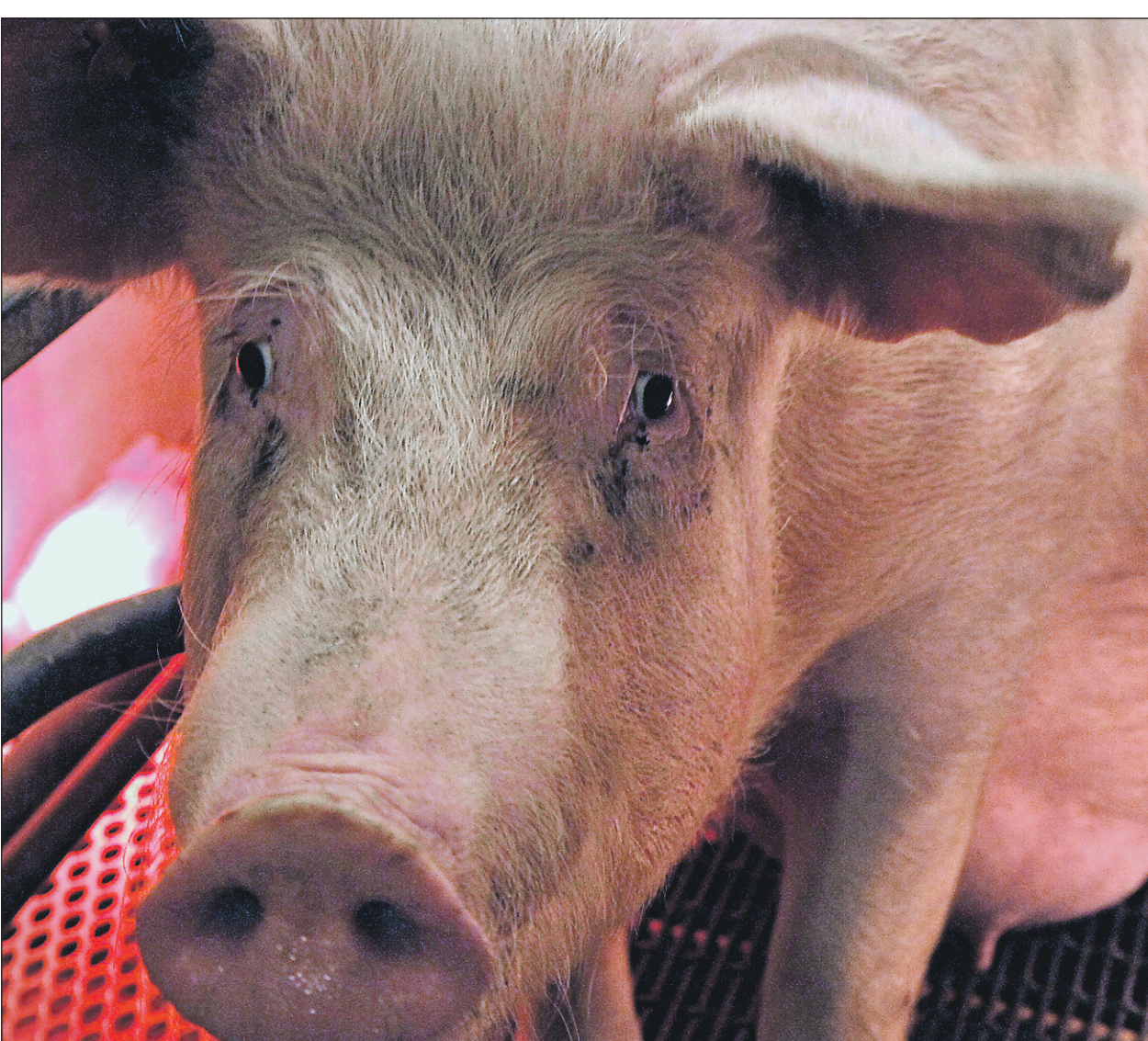


PHOTO RÉMI LEMÉE, LA PRESSE ©

Victime de la mondialisation?

LA PRESSE AFFAIRES

DILBERT



À BIEN Y PENSER...

Je n'ai pas les moyens de perdre mon temps à gagner de l'argent — Louis Agassiz

POUR NOUS JOINDRE

La Presse Affaires, 7, rue Saint-Jacques, Montréal (Québec) H2Y 1K9
lpa@lapresseaffaires.com

SUDOKU

	3			4				6
				7	9	2		
9	4			8	3			
		5		9	8	1		
4								
			1		6			9
5					3			2
3				6				4
	6		2	8		1		

Niveau de difficulté : DIFFICILE

0577

Placez un chiffre de 1 à 9 dans chaque case vide. Chaque ligne, chaque colonne et chaque boîte 3x3 délimitée par un trait plus épais doivent contenir tous les chiffres de 1 à 9. Chaque chiffre apparaît donc une seule fois dans une ligne, dans une colonne et dans une boîte 3x3.

Solution du dernier sudoku

3	7	9	6	4	5	8	1	2
6	2	5	1	7	8	3	4	9
8	4	1	2	3	9	5	7	6
1	9	8	7	6	3	2	5	4
4	3	7	5	1	2	6	9	8
2	5	6	8	9	4	1	3	7
9	8	3	4	5	6	7	2	1
5	1	2	9	8	7	4	6	3
7	6	4	3	2	1	9	8	5

Ce jeu est une réalisation de Ludipresse. Pour plus d'informations, rendez-vous sur le site www.les-mordus.com ou écrivez-nous à info@les-mordus.com

Par Fabien Savary 0576

Personne n'en parle

ÉLECTIONS

suite de la page 1

En 2006, le déficit commercial a atteint un record de 10 milliards. Plus inquiétant : ce trou survient alors que l'économie des États-Unis, premier client du Québec, est en bonne santé. Les exportations québécoises, qui comptaient pour 19 % du total canadien au début des années 90, ont fondu aujourd'hui à 16,5 %. Personne n'en parle depuis dix jours.

Malgré les baisses d'impôts, le travailleur québécois demeure nettement plus taxé que les autres Canadiens. À un niveau de revenu de 45 000 \$ (nous ne parlons pas ici de millionnaires), le Québécois paie 4800 \$ de plus que l'Ontarien en impôts sur le revenu. C'est 92 \$ par semaine de plus pour épargner ou dépenser. Si le revenu se situe à 60 000 \$, l'écart grimpe à 6500 \$. Rien, pas un mot là-dessus depuis 10 jours.

La construction stagne. En 2006, la valeur des permis de construire au Québec a grimpé de 5 % par rapport à l'année précédente. C'est bien. Mais dans le reste du Canada, la hausse a été deux fois plus rapide, à 9,9 %. Le Québec ne compte plus que pour 13,8 % de la valeur des permis de construire émis dans l'ensemble du pays. C'est encore pire dans la construction résidentielle, où le nombre de mises en chantier a reculé de 41 300 à 39 500 unités en 2006. Même s'il abrite près de 24 % de la population canadienne, le Québec ne compte plus

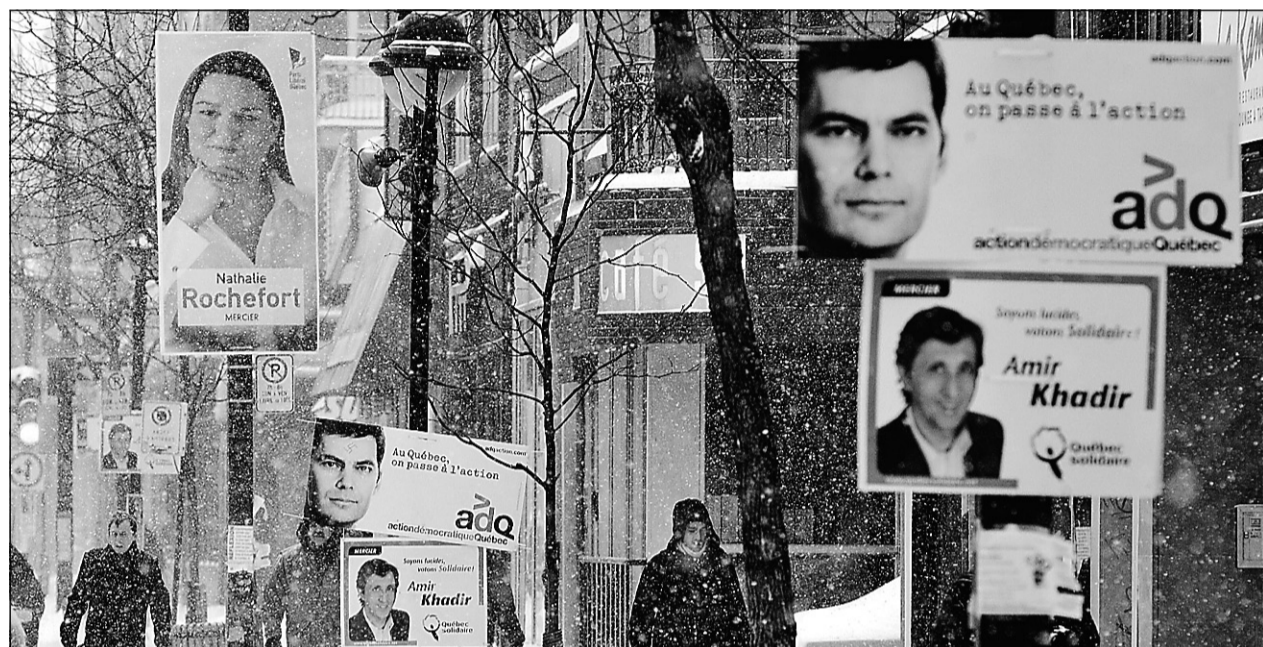


PHOTO PAUL CHIASSON, PRESSE CANADIENNE

De nombreux enjeux économiques mériteraient d'être discutés pendant la présente campagne électorale.

que pour 20 % des mises en chantier. Rien là-dessus non plus.

Les finances publiques québécoises se sont améliorées, mais elles demeurent fragiles. Les ministres des Finances ne parviennent à équilibrer leurs budgets qu'au prix de contorsions comptables, ce qui leur vaut d'ailleurs les réprimandes du vérificateur général. Et quand ces contorsions ne suffisent pas, on se contente d'espérer une hausse des transferts fédéraux. La dette dépasse les 125 milliards, ce qui est énorme pour une société de 5,8 millions de contribuables, dont 41 % ne paient pas d'impôts.

Les automobilistes roulent sur des routes défoncées, le système de santé est au bord de l'anarchie, les universités crient famine, mais les Québécois paient chaque année huit milliards en intérêts sur la dette de leur gouvernement provincial. Je n'ai pas ouï grand-chose sur le sujet depuis 10 jours.

Après 10 jours de campagne, il serait peut-être temps de lâcher un peu le hidjab au soccer et l'orientation sexuelle des candidats, voire la tenue d'un troisième et pourquoi pas d'un quatrième référendum, toutes questions fondamentales pour l'avenir du peuple

québécois, n'en doutons point, et de passer à autre chose.

Clairement, après 10 jours de campagne, l'économie est la grande absente du paysage jusqu'à maintenant. Que pensent les principaux chefs de l'appauvrissement relatif des Québécois? Des problèmes de productivité de l'économie québécoise? De la faiblesse des immobilisations en machinerie et équipement? De la détérioration de la balance commerciale? De l'état de santé chancelant des finances publiques? De l'érosion du poids économique du Québec? Entre autres...

Une année de crise

COCHON

suite de la page 1

Grossir ou péricliter : c'est un peu le choix qui s'offre à une industrie rendue à la croisée des chemins. Mais comment en est-on arrivé là? Et pourquoi une crise du porc, alors qu'on n'entend jamais parler d'une crise du poulet, par exemple?

D'abord parce que le porc, contrairement aux œufs, au lait et à la volaille, n'est pas soumis au mécanisme de la « gestion de l'offre ». Au Québec et au Canada, ces produits fonctionnent en vase clos.

Cela veut essentiellement dire que les œufs, le lait et le poulet étrangers n'entrent pas chez-nous, et que les producteurs d'ici répondent à la demande locale.

Le cochon québécois, lui, ne bénéficie pas de cette protection. C'est sur la scène internationale qu'il se bat, et selon les lois du marché. Cela veut donc dire que dans un supermarché de Saint-Hyacinthe, au cœur de la plus grande région productrice de porcs du Québec, le filet ou la longe que vous achetez peut provenir des États-Unis. Le porc québécois, lui, se retrouve dans les assiettes des

citoyens de plus de 75 pays du monde, principalement des Japonais et des Américains.

Jusqu'à tout récemment, le Québec tirait très bien son épingle du jeu sur l'échiquier mondial. Dans les années 90, la production est montée en flèche, passant de 4,7 millions de bêtes en 1992 à 7,1 millions en 2001 — une croissance annuelle moyenne de 4,4 %.

« On était exportateur, on avait une belle génétique, on se trouvait formidable », commente Maurice Doyon, professeur au département d'agroéconomie de l'Université Laval.

Le porc québécois est ainsi devenu une machine dont on sous-estime souvent l'ampleur. En 2005, la valeur des exportations s'est élevée à 1 milliard de dollars — un chiffre qui se compare aux exportations d'hydroélectricité. Selon le gouvernement du Québec, l'ensemble de la filière porcine de la province emploie 28000 personnes et génère 1,9 milliard de dollars en valeur ajoutée sur un chiffre d'affaires de 2,7 milliards de dollars.

Aujourd'hui, c'est donc la première production exportatrice agricole du Québec — et la deuxième au total après le lait — qui vacille. Que s'est-il passé? « Un paquet de facteurs qui sont tous arrivés en même temps », répond Maurice Doyon.

Les premiers sont bien connus des entreprises exportatrices... et ont sonné le glas de plusieurs d'entre elles. La hausse rapide du dollar canadien a miné l'avantage artificiel dont bénéficiait le Canada,

pendant que des puissances émergentes s'imposaient sur la scène mondiale. Dans le cas du porc, ce n'est pas la Chine, mais les États-Unis et le Brésil — un pays en train de se positionner comme LA puissance agricole de la planète — qui ont fait le plus mal.

Méga-porcherie alimentées par des céréales à bas prix, méga-abattoirs exploités par une main-d'œuvre bon marché, parfois par des immigrants illégaux dans le cas des États-Unis : pendant que le Québec comptait sur la faiblesse du dollar, les concurrents sortaient l'artillerie lourde. L'abattoir d'Olymel de Vallée-Jonction, par exemple, est le plus gros de la province, mais sa capacité est trois fois moindre que celle des meilleurs au monde. Dans un secteur où les économies d'échelle font souvent la différence, le défi de la rentabilité se pose maintenant avec une cruelle acuité.

Au Québec, l'expansion rapide des années 90 a aussi laissé des traces : des citoyens féroce ment opposés au développement porcine. Le résultat, ce sera un moratoire sur l'industrie porcine — aucune nouvelle porcherie et aucun agrandissement d'installations existantes sur le territoire québécois de juin 2002 à décembre 2005 — et des règles environnementales parmi les plus sévères au monde.

Qu'est-il arrivé de la génétique québécoise à l'avant-garde? « On l'a exportée, si bien que tout le monde nous a rattrapé », dit M. Doyon. Ne restait plus que les maladies ne s'abattent sur les cochons québécois, le circovirus à lui seul a empêché quelque 500 000 porcs de se rendre à l'abattoir l'an dernier. Cette dernière tuile achevée de plonger le monde du cochon québécois dans la crise.

Alcan ne veut pas de l'usine Norsk Hydro

L'espoir de trouver un repreneur pour l'usine de magnésium Norsk Hydro de Bécancour s'amenuise, a déclaré hier le ministre du Développement économique, Raymond Bachand. À l'issue d'une rencontre avec les représentants du syndicat des travailleurs de l'usine, qui doit fermer le 14 avril, le ministre a révélé

que le géant Alcan n'était plus intéressé à acquérir les installations de la Mauricie. Les Travailleurs canadiens de l'automobile (TCA), auxquels est affilié le syndicat local de Bécancour, voulaient rencontrer M. Bachand afin de lui exposer un nouveau projet de relance de l'usine. Le président du syndicat local, Michel Gauthier, et le directeur québécois des TCA, Luc Desnoyers, n'ont pas voulu donner de détails sur leur proposition. Presse Canadienne

REPÈRES

DOLLAR CANADIEN

84,95 cUS

VARIATION -0,32 c

0,6438 €

VARIATION -0,0030 €

SOMME REQUISE POUR ACHETER

UN DOLLAR US **1,1772** \$

UN EURO **1,5532** \$

AUTRES DEVICES

Australie	dollar	0,9209
Chine	renminbi	0,1520
Grande-Bretagne	livre	2,2882
Hong Kong	dollar	0,1507
Inde	roupie	0,0266
Japon	yen	0,0101
Mexique	peso	0,1050
Norvège	couronne	0,1910
Nouvelle-Zélande	dollar	0,8101
Suède	couronne	0,1671
Suisse	franc	0,9678

PÉTROLE

(WTI, contrat terme rapproché)

61,58 \$US

VARIATION -1,43 \$US

Light Sweet Crude **64,50** \$US

North Sea Brent **61,27** \$US

OR (NY Gold)

641,50 \$US

755,17 \$CAN

VARIATION -20,80 \$US

LES BOURSES DANS LE MONDE

	FERMETURE	VARIATION NET	EN %
AMÉRIQUE DU NORD/SUD			
NASDAQ	2368,00	-36,21	-1,51
S&P 500 (New York)	1387,17	-16,00	-1,14
Mexico Bolsa	26321,12	-326,53	-1,23
Brazil Bovespa Stock	42369,84	-1147,07	-2,64
EUROPE/AFRIQUE			
DJ Euro Stoxx 50 P	3613,03	-21,76	-0,60
FTSE 100 (Angleterre)	6116,20	0,20	0,00
CAC 40 (France)	5424,70	-33,70	-0,62
DAX (Allemagne)	6603,32	-36,92	-0,56
IBEX 35 (Espagne)	13962,20	-102,70	-0,73
Milan MIB30 (Italie)	40536,00	-96,00	-0,24
Amsterdam Exchanges	480,20	-1,76	-0,37
OMX (Stockholm)	1159,55	8,37	0,73
Swiss Market (Suisse)	8798,71	16,80	0,19
ASIE/PACIFIQUE			
NIKKEI 225 (Japon)	17217,93	-235,58	-1,35
Hang Seng (Hong Kong)	19442,01	95,41	0,49
S&P/ASX 200 (Australie)	5786,00	-24,20	-0,42

CARRIÈRES

À VENDRE, NORTH HATLEY

Cantons-de-l'Est, secteur très touristique, local tout commerce, 90 m car., actuellement restaurant tout équipé, 40 places, bar, foyer bois, climatisé, cuisine tout équipée, climatisée, possibilité de revenus annexes, bon potentiel.

Tél. : 819-842-4530
www.rosedesvents.qc.ca

AFFAIRES
700

710 OCCASIONS D'AFFAIRES

AFFAIRES BOURSILIÈRES
Apprenez à négocier les actions/options, vivez de la bourse ou augmentez vos revenus. Résidence/bureau. Temps plein/partiel. Formation intensive et suivi personnalisé.
• Cours Actions 1 sem.: 10 mars 07 et 19 mai 07
• Cours Options 2, 3 jours: 31 mars 07
• Cours fondamental (3 +3 h): 11-14-18 avril 07
Soirée d'information gratuite débutant à 19 h Montréal 5 et 21 mars • Gatineau 4 avril
514.666.0306 / 1.877.309.0123
www.daytradercanada.com

FEMME intègre cherche partenaire mature, respectueux et un tantinet aventurier. Si comme moi vous avez le goût d'investir dans un petit projet estival qui nous permettrait de faire des sous tout en s'amusant (ex: loc. de pédalos...) 514-836-2282

GAËTANE, avec Isagenix. Perdez de 7 à 15 livres en 9 jours. Recherche distributeurs(trices). 514-995-3970

RECHERCHE SPAS OU GYMS ET ASSOCIÉS
Héliène Marceau, Imm. Stars 514-602-1958

715 FINANCEMENT

1RE-2e HYP. rés., comm., ind. balance vente Dencol 514-342-1356 (agent protégé)

PRÊTEUR PRIVÉ, 1ère et 2e hypothèque, ville ou campagne, taux raisonnable, agent s'abstenir, 450-682-3370

PRÊTEZ votre argent particulier à particulier par **PRETBECC** crm Imm Agréé et Finances www.pretbec.com Intérêt 450-688-7212

PRÊT TEMPORAIRE (BRIDGE)
500 000 \$ et + 3 à 12 mois.
Fonds privés - 514 232 - 8628

AVIS
800

801 AVIS LÉGAUX

Régime de retraite de Bowring Gift Shops (le " régime ")
No. d'agrément : 0488700
PricewaterhouseCoopers Inc. a été nommé administrateur du régime de retraite de Bowring Gift Shops par le surintendant des services financiers le 13 février 2006.

Les participants et anciens participants du régime qui n'ont pas reçu de lettre de la part de l'administrateur, et les anciens employés qui croient avoir droit à une pension du régime sont priés de faire parvenir un lettre à l'administrateur, à l'adresse ci-dessous, décrivant leur réclamation. Les réclamations doivent être reçues au plus tard le 31 mars 2007 pour être prises en considération.

PricewaterhouseCoopers Inc.
1 Robert Speck Parkway, Suite 1100
Mississauga, Ontario, L4Z 3M3
À l'attention de Fabiana Ferrin

Pour d'autres informations, appelez le numéro sans frais 1-800-431-5711. Fait à Mississauga, Ont., le 3 mars 2007.

805 AVIS DIVERS, COMMUNIQUÉS

Vous souhaitez... partir sereinement à la retraite; rester mobilisé et éviter l'épuisement; léguer de vos savoirs? Alors pour un troisième tiers de carrière porteur de vie, faites un **Cercle de legs** ou un **Cercle de legs**.
Inf.: Diane Doyon, c.o.
819-620-6250 diane.doyon@sympatico.ca

Un autre Olymel?

Verreault Navigation se prépare à fermer en Gaspésie

SOPHIE BROUILLET
LAPRESSEAFFAIRES.COM
COLLABORATION SPÉCIALE

Après Olymel, c'est au tour de Verreault Navigation d'annoncer sa fermeture en raison d'un conflit de travail : le réparateur gaspésien de bateaux, qui compte 200 employés réguliers, se prépare à fermer ses portes en invoquant le refus de son personnel d'étaler son horaire de travail sur sept jours.

Une lueur d'espoir subsiste cependant, puisque les dirigeants et le syndicat se rencontreront devant un conciliateur au début de la semaine prochaine.

La direction de l'entreprise familiale indique qu'elle n'a pu s'entendre avec ses syndiqués, affiliés à la CSN, sur une nouvelle convention collective impliquant des horaires de travail plus flexibles.

« Ce qu'on voulait, c'est une convention qui nous aurait permis d'être compétitifs », explique la PDG Denise Verreault, selon qui les concurrents de sa compagnie ont des horaires de sept jours.

« C'est un drame, déclare la dirigeante. Un drame pour les travailleurs de la région et un drame pour nous. Tout le monde va en souffrir. »

Verreault Navigation, qui regroupe l'essentiel des activités du conglomérat Groupe Maritime Verreault, assure qu'elle ne demandait pas de concessions salariales.

L'entreprise était-elle rentable ? « C'était difficile », répond M^{me} Verreault sans préciser davantage.

Le chantier est fermé depuis le 22 janvier, puisqu'il n'y a plus de navires à réparer. Mardi, l'entreprise a mis ses cadres à pied.

La dernière convention était échue depuis le 31 octobre et, sans nouveau contrat de travail, l'entreprise ne pouvait plus faire de



PHOTO HENRI MCHAUD, LE SOLEIL

La direction de l'entreprise familiale indique qu'elle n'a pu s'entendre avec ses syndiqués, affiliés à la CSN, sur une nouvelle convention collective impliquant des horaires de travail plus flexibles.

soumission pour des contrats gouvernementaux, un secteur qu'elle dit porteur.

La situation éloignait aussi des clients privés, selon M^{me} Verreault.

De façon générale, le nombre de navires marchands diminue au Canada, ajoute la dirigeante. Mais elle juge que, n'eût été le conflit de travail, il y avait encore du travail

pour son entreprise. « On a fait deux offres aux employés, dont la dernière la semaine passée, et on n'a pas eu de réponse », rapporte M^{me} Verreault.

Le syndicat avait convenu la semaine dernière de se réunir en assemblée générale dimanche. Cette réunion est maintenue et il n'a pas l'intention de faire de commentaires d'ici là.

M^{me} Verreault avait déjà évoqué, ces dernières semaines, une fermeture définitive si elle n'obtenait pas un soutien gouvernemental et ne parvenait pas à signer une convention collective.

Le ministre du Développement économique, Raymond Bachand, s'était dit prêt à venir en aide au chantier, mais attendait, à la fin janvier, les détails

du plan d'affaires de Denise Verreault.

M. Bachand avait indiqué que Québec était prêt à soutenir Verreault Navigation avec ses programmes réguliers. Le ministre s'était même dit prêt à faire un petit effort particulier pour aider les travailleurs de la région.

Avec la Presse Canadienne

L'économie retrouve de son punch

RUDY LE COURS

L'atonie de l'économie canadienne est chose du passé. En décembre, elle a bondi de 0,4 %, son gain mensuel le plus fort de 2006.

Mieux, Statistique Canada a révisé à la hausse les données d'octobre et de novembre : du surplace de la saison des couleurs, on est passé à un petit pas de 0,1 % tandis que la petite avancée de 0,2 % du mois des morts s'est amplifiée à 0,3 %.

Mieux encore, l'agence fédérale a aussi corrigé à la hausse la progression estivale qui passe de 1,7 % à 2,0 %.

Bref, si le résultat de l'automne dans son ensemble demeure à 1,4 % – le plus faible en trois ans et demi – l'économie a amorcé la nouvelle année sur un bel élan. « Le quatrième trimestre de 2006 pourrait bien être le creux du présent ralentissement », note Benoit

P. Durocher de Desjardins, Études économiques.

Le principal frein à la croissance cet automne sera venu des stocks. Les entreprises ont choisi de les réduire pour la première fois en 10 trimestres. Les constructeurs automobiles s'en sont donné à cœur joie.

Pour le reste, tant la consommation des ménages, les investissements des entreprises, les dépenses gouvernementales que les exportations nettes ont contribué à la croissance.

Dans ce dernier cas, il s'agissait d'une première depuis le printemps de 2005, due encore une fois à l'industrie automobile. « Cela ne durera pas puisque la décroissance de la production des véhicules aux États-Unis au début de 2007 devrait avoir une incidence sur les exportations canadiennes », nuance Marc Pinsonneault de la Financière

Banque Nationale. Cette réserve faite, janvier a commencé du bon pied au Canada avec 88 900 nouveaux emplois et 248 500 mises en chantier en rythme annualisé désaisonnalisé.

Le premier trimestre paraît bien parti pour faire mieux que l'expansion de l'automne. « Compte tenu de l'élan de décembre et avec une croissance nulle en février et en mars, l'expansion pourrait quand même atteindre 2,5 % au premier trimestre », calcule Carolyn Kwan de Scotia Capitaux.

Les services

En décembre, la croissance a été assurée surtout par les services et un peu par les biens. Dans ce dernier cas, la bonne performance de la fabrication, la deuxième d'affilée, a été en bonne partie neutralisée par le recul du secteur de l'énergie et des services publics (électricité, distribution du gaz). La

robustesse du commerce de détail (2,1 %) atteste que les sapins de Noël étaient bien garnis.

Cet hiver, deux nuages seulement sont venus assombrir le paysage économique : la grève des employés du Canadien National a freiné les livraisons manufacturières pendant plusieurs jours tandis que les problèmes de la raffinerie Shell à Montréal créent des pénuries d'essence au Québec et en Ontario.

2,7 % en 2006

Pour l'ensemble de 2006, l'économie a filé au rythme réel de 2,7 %, grâce à une solide première moitié, contre 2,9 % en 2005 et 3,3 % en 2004.

Exprimée en dollars courants, la valeur nominale du produit intérieur brut canadien s'élevait l'an dernier à 1,44 billion (1439 milliards), en hausse de 4,9 % sur 2005. Bien que leur progression

ait diminué au dernier trimestre, les profits des entreprises représentaient 14 % de la taille de l'économie, le plus haut niveau en 45 ans de données statistiques, rappellent Douglas Porter et Paul Ferley de BMO Marchés des capitaux.

Voilà pourquoi le ministre fédéral des Finances Jim Flaherty n'aura aucun mal, s'il le désire, à trouver de l'argent pour rétablir l'équilibre fiscal.

Cette année, la croissance réelle devrait ralentir jusqu'à 2,3 %, à cause de l'essoufflement de l'économie américaine, selon le scénario cible de la Banque du Canada.

Les données du dernier trimestre et surtout celles de décembre confirment aussi sa prévision d'un regain cet hiver. Voilà pourquoi elle devrait reconduire pour la sixième fois mardi son taux directeur, fixé à 4,25 % depuis le 24 mai.

DÉBAT SUR LES FRAIS DE GUICHETS

«Trop politisé», plaide la Banque Royale

MARTIN VALLIÈRES

TORONTO

Le débat suscité à Ottawa à propos des frais des guichets bancaires automatisés est trompeur et « trop politisé », selon le président de la plus grande banque au Canada.

Et si ce débat menait à des règles tarifaires spéciales pour les guichets automatisés, « les Canadiens pourraient voir toutes sortes d'effets contraires » sur les services bancaires auxquels ils ont accès, y compris des frais majorés ailleurs.

Le président de la Banque Royale (RBC), Gordon Nixon, a fait ces commentaires après l'assemblée des actionnaires, hier à Toronto, durant laquelle il a présenté des résultats financiers record.

C'était aussi à quelques jours d'une réunion des hauts dirigeants de banques qui a été convoquée à Toronto par le ministre fédéral des Finances. En tête de l'ordre du jour connu du ministre Jim



PHOTO ADRIAN WYLD, PC

Gordon Nixon

Flaherty, lundi : les frais d'utilisation des guichets, qui seraient des plus élevés parmi les pays industrialisés, selon des politiciens fédéraux.

En fait, c'est le chef néo-démocrate

Jack Layton, député d'une circonscription torontoise, qui a lancé un débat sur les frais des guichets en janvier dernier. Parmi les chiffres qu'il a décriés aux médias, M. Layton soutenait que les Canadiens paient plus de 400 millions par an en frais de guichets. Aussi, ces frais par transaction seraient beaucoup plus élevés au Canada qu'aux États-Unis et en Grande-Bretagne, notamment.

Or, à l'étonnement du milieu bancaire, le ministre conservateur Jim Flaherty s'est emparé des arguments du chef néo-démocrate.

Et après avoir dit aux Communes avoir obtenu une « réponse insatisfaisante » des banques à propos de ces frais, le ministre des Finances a convoqué leurs dirigeants en réunion spéciale.

Elle aura lieu dans deux jours alors qu'à Ottawa, le Comité parlementaire des finances délibère de la mise à jour de la loi fédérale des banques.

Pour le plus important banquier au Canada, Gordon Nixon, de RBC, ce débat est devenu un

ballon politique. « Ça a été lancé à des fins politiques, et c'est basé sur des informations erronées. Quant on prétend qu'il n'y a pas ou peu de frais de guichet aux États-Unis, c'est faux ! Les frais américains sont en fait supérieurs de 15 % en moyenne à ceux du Canada », a indiqué M. Nixon, devant la presse financière.

« Par ailleurs, juste chez nous à RBC, 80 % de nos clients ne paient pas de frais pour l'usage de nos guichets. Ça serait la même chose pour la majorité des Canadiens, selon des groupes comme l'Association des consommateurs. »

« À lui seul, RBC a presque 4000 GBA hors de ses succursales, à la grandeur du Canada. Le développement et la gestion d'un tel réseau sont très coûteux », a indiqué M. Nixon. « Si l'on impose une réglementation tarifaire, le niveau de service auquel les Canadiens sont habitués pourrait être affecté. »

Mais comme les autres banques, la Royale ne précise pas dans ses états financiers la part

de ses revenus et de ses coûts qui sont attribuables à son réseau de 3872 guichets, dont 603 au Québec.

Des résultats records

Néanmoins, la banque a encore démontré hier, avec ses résultats du premier trimestre 2007, qu'elle se démarque avantageusement parmi ses pairs.

Le groupe RBC a dégagé un autre profit trimestriel record, soit 1,49 milliard, en hausse de 28 % en un an. Le rendement de ses capitaux propres a atteint 27,3 %, trois points de plus qu'il y a un an. Quant aux revenus trimestriels de RBC, ils étaient aussi en hausse appréciable pour une entreprise de cette taille : 15 % de plus, à 5,7 milliards. Devant les actionnaires, les hauts dirigeants de RBC ont fait belle impression en majorant encore son dividende trimestriel. La hausse de 15 % à 46 cents par action est même la plus forte depuis 10 ans. L'action de RBC, elle, était en hausse de 1,8 % à 54,86 \$.

SEMAINE DU 4 AU 10 MARS 2007

DES CHIFFRES ET DES LETTRES

2 millions

L'immobilier américain se dégonfle. Les mises en chantier ont plongé à leur plus bas niveau en 10 ans. Le prix des maisons a subi une baisse record, au 4^e trimestre. Malgré tout, les excès ne sont pas purgés : on dénombrait encore 2 millions de logements vacants à la fin de l'année, par rapport à 1,25 million en moyenne de 2001 à 2004.

Source : Financière Banque Nationale

PLUS-VALUE

POUR MIEUX GÉRER VOS PLACEMENTS

Le salaire des patrons dans la ligne

MOUVEMENTS SYNDICAUX, COMMUNAUTÉS RELIGIEUSES ET AUTRES MILITANTS PROFITENT DE LA SAISON DES ASSEMBLÉES ANNUELLES POUR LANCER UN CHAPELET DE PROPOSITIONS D'ACTIONNAIRES. DROITS DE LA PERSONNE, ENVIRONNEMENT, SAINTE GOUVERNANCE... LUMIÈRE SUR LEURS REVENDICATIONS!



STÉPHANIE GRAMMOND

La Bourse, malgré le repli des derniers jours, est encore près d'un sommet. La rémunération des dirigeants, gonflée par les options d'achat d'actions, l'est tout autant.

Il ne faut donc pas s'étonner que leur salaire se retrouve au cœur de la saison des assemblées annuelles qui s'amorce.

Les banques sont les premières visées. Déjà cette semaine, une série de propositions d'actionnaires a été soumise au vote, lors des assemblées de la Banque CIBC, de la Banque de Montréal et de la Banque Royale.

Le Mouvement d'éducation et de défense des actionnaires

(MEDAC) a demandé, entre autres, que la rémunération des dirigeants soit en relation avec le salaire moyen des employés, les coûts de la banque, et ses succès financiers.

Cette année encore, les patrons des banques ont empoché des millions (ex : 5,2 millions pour le patron de la Banque Nationale, 11,4 millions pour celui de la Royale, 9,7 millions pour celui de la Scotia), souligne Yves Michaud, fondateur du MEDAC (Mouvement d'éducation et de défense des actionnaires).

« Henri-Paul Rousseau gagne un million à la Caisse de dépôt. Tout ce qui est un multiple de ça, me paraît déraisonnable », enchaîne le Robin des banques.

Il déplore que les grands investisseurs institutionnels n'exercent pas des pressions plus fortes. « Ils prêchent la vertu, mais ils encouragent le péché », dit-il. La Caisse prêche la modération en matière de rémunération. Pourquoi ne s'oppose-t-elle pas à la rémunération des dirigeants ?

Mais bien au-delà du secteur bancaire, les patrons touchent des salaires astronomiques. Aux États-Unis, le salaire moyen des patrons des 500 plus grandes sociétés (S&P500) s'élevait à 13,5 millions en 2005, en hausse de 16 %. Cela équivaut à 411 fois le salaire moyen des employés, rapporte le Groupe Investissement responsable (GIR), une firme qui gère les droits de vote pour des caisses de retraite.

Au Canada, la rémunération moyenne des patrons des grandes sociétés est de 4,5 millions, selon des données compilées par le *Globe and Mail*. Tout de même 116 fois la rémunération moyenne des travailleurs au Canada!

Un salaire au mérite

Or, il n'y a pas de lien entre la rémunération des dirigeants et la performance boursière de leur entreprise, selon une étude publiée en mai dernier par le régime de retraite des professeurs de l'Ontario (Teacher's).

L'analyse a abouti à un résultat troublant. Les patrons qui ont encaissé les plus fortes augmentations de salaire n'ont pas réussi à faire grimper les actions de leur entreprise (gain en Bourse et dividende) plus vite que les actions des entreprises du même secteur.

Le GIR pointe des exemples fragants de divergence entre le salaire du patron et la performance de l'entreprise. Entre autres, le patron de Bell Canada Entreprises a obtenu une augmentation de salaire de 53 % cette année. Pourtant l'action a reculé de 3 %. La rémunération du PDG de Petro-Canada a gonflé de 22 %. Il est vrai que l'entreprise va bien, à cause de la hausse du prix du pétrole. Mais la performance boursière de Petro-Canada reste 10 % inférieure à celle de ses pairs. On peut donc douter de la valeur ajoutée de son dirigeant... Justement, le MEDAC pro-

LES ASSEMBLÉES ANNUELLES 2007 Un chapelet de propositions de militants



Date de l'assemblée	Société	Proposition	Proposeur
6 MARS	Banque Scotia	Redonner aux retraités des avantages sociaux éliminés	Association of retired Scotiabankers
		Améliorer la définition de directeur indépendant	Robert Verdun
		Identifier les consultants en rémunération	MEDAC
		Relier la rémunération des dirigeants à celle des employés	MEDAC
		Relier les options d'achat d'actions à la valeur ajoutée	MEDAC
		Augmenter le nombre de femmes au conseil d'administration	MEDAC
		Inclure les résultats des filiales (paradis fiscaux) dans les états financiers	MEDAC
		Dévoiler la participation dans des Hedge Funds	MEDAC
7 MARS	Banque Nationale	Les six mêmes propositions pour toutes les banques (voir Banque Scotia)	MEDAC
		Établir un comité indépendant pour les propositions d'actionnaires	Lowell Weir
		Tenir l'assemblée en anglais, aux deux ans	Lowell Weir
		Tenir l'assemblée ailleurs qu'à Montréal	Lowell Weir
		Ouvrir les postes de direction à des non-francophones	Lowell Weir
29 MARS	Banque TD	Les six mêmes propositions (voir Banque Scotia)	MEDAC
		Relier la rémunération des dirigeants à leur performance éthique	Bâtirente
24 AVRIL	Canadien National	Dévoiler le rapport de sécurité du fédéral et le plan d'action	Ethical Funds
		Relier la rémunération des dirigeants à leur performance éthique	Ethical Funds
1^{er} MAI	Loblaw	Dresser un rapport sur le développement durable	Ethical Funds

Date de l'assemblée	Société	Proposition	Proposeur
2 MAI	Nortel Networks	Payer les dirigeants en fonction de leur performance	United Brotherhood of Carpenters and Joiners
		Identifier les consultants en rémunération	MEDAC
		Relier la rémunération des dirigeants à celle des employés	MEDAC
		Relier les options d'achat à la valeur ajoutée	MEDAC
		Augmenter le nombre de femmes au conseil d'administration	MEDAC
		Dresser un rapport sur les droits de la personne	Ethical Funds
3 MAI	Shoppers Drug Mart	Dresser un rapport sur les changements climatiques	Inhance Investment Management
3 MAI	Canadian Natural Resources	Prendre conscience des risques climatiques	Ethical Funds
		Adopter une politique en matière de droits de la personne	Ethical Funds
9 MAI	Financière Power	Relier la rémunération des dirigeants à la performance	Ethical Funds
10 MAI	Power Corp.	Dresser un rapport sur les droits de la personne en Chine	Ethical Funds
		Élire les membres du conseil individuellement	United Brotherhood of Carpenters and Joiners
		Les quatre mêmes propositions que pour Nortel	MEDAC
29 MAI	Bombardier	Les quatre mêmes propositions que pour Nortel	MEDAC
JUIN	BCE	Les quatre mêmes propositions que pour Nortel	MEDAC

Source : www.share.ca, Groupe Investissement Responsable

CETTE SEMAINE

Ouchhh! La Bourse canadienne a subi, cette semaine, sa pire dégelée depuis sept mois dans la foulée d'une « vente de feu » à l'échelle planétaire amorcée en Chine.

L'indice S&P/TSX a chuté hier de 117,86 points, ou 0,9 %, à 12 863, portant ses pertes pour la semaine à 3,6 %. Le secteur des ressources naturelles a encore connu une journée difficile, les investisseurs craignant un ralentissement de l'économie mondiale.

Les titres miniers ont plongé de 2,5 % hier et de 6,7 % pour la semaine. L'action de Teck Cominco perdait 1,77 \$ hier à 80,23 \$ et celle d'Alcan reculait de 1,80 \$ à 61,07 \$. — Bloomberg

LES BOURSES

	FERMETURE	VARIATION SEM.	12 MOIS
S&P/TSX (Canada)	12 863,27	-3,60 %	8,03 %
S&P 500 (US)	1 387,17	-4,41 %	7,60 %
Russell 2000 (Petites entreprises US)	775,44	-6,19 %	4,77 %
NASDAQ (Technos US)	2 368,00	-5,85 %	2,46 %
Brazil Bovespa Stock (Brésil)	42 369,84	-7,92 %	8,29 %
FTSE 100 (Angleterre)	6 116,20	-4,46 %	4,86 %
CAC 40 (France)	5 424,70	-5,10 %	8,30 %
DAX (Allemagne)	6 603,32	-5,57 %	14,18 %
NIKKEI 225 (Japon)	17 217,93	-5,34 %	9,93 %
Hang Seng (Hong-Kong)	19 442,01	-6,13 %	23,04 %

LES SECTEURS

	FERMETURE	VARIATION SEM.	12 MOIS
Produits de consommation de base	1 704,61	-1,61 %	3,94 %
Services financiers	1 970,86	-2,18 %	11,85 %
Soins de santé	513,33	-2,23 %	-10,45 %
Services publics	1 693,46	-2,53 %	-1,03 %
Produits de consom. discrétionnaire	1 310,97	-2,95 %	10,28 %
Technologies de l'information	281,35	-3,50 %	31,29 %
Produits industriels	1 222,34	-3,61 %	7,75 %
Services de télécommunications	878,31	-3,64 %	23,89 %
Énergie	2 997,96	-3,79 %	-7,74 %
Matériaux de base	2 419,99	-6,70 %	25,03 %

UN GRAPHIQUE VAUT 1000 MOTS

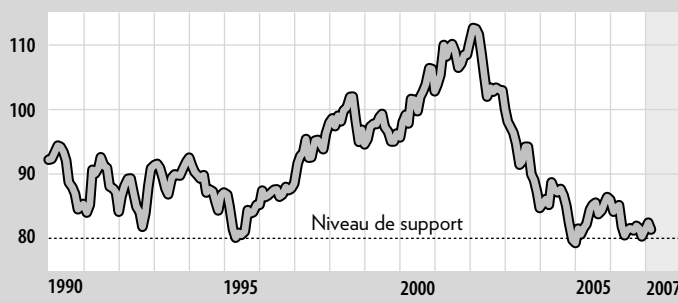
La Réserve fédérale a les mains liées dans le dos

Comme en 1995, en 1998 et en 2001, l'économie américaine subit une correction des stocks. Bien des experts prévoient un atterrissage en douceur de l'économie, comme en 1995. Mais en 1995, la Fed avait rapidement réduit les taux d'intérêt. Cette fois, elle a les mains liées : la croissance de l'emploi est solide, l'inflation reste au-dessus de la zone de confort, et le dollar américain est très faible face aux autres devises étrangères. Le souvenir de 1987 reviendra peut-être hanter les investisseurs...

Source : Partenaires Versant

La faiblesse du dollar américain : un épineux problème pour la Fed

Dollars américain versus les devises étrangères



Sources : Partenaires Versant et Thomson Datastream

de mire

pose aussi que les options d'achat d'actions allouées aux dirigeants soient alignées sur la valeur économique ajoutée de la banque (cette valeur est obtenue en calculant si les bénéfices augmentent plus rapidement que les dettes).

Les options permettent aux dirigeants d'acquiescer des actions de l'entreprise à un prix déterminé à l'avance. Il s'agit d'un outil pour motiver les dirigeants à accroître la performance de la société. Mais lorsque les programmes d'options sont trop

poussé », dit Olivier Gamache, directeur général du GIR.

D'autres actionnaires s'opposent différemment à la rémunération excessive. « Quand le salaire des dirigeants me paraît trop élevé, nous nous abstenons de voter pour l'élection des membres du conseil d'administration qui font partie du comité de rémunération », explique Diane Boudreault, coordonnatrice du Regroupement pour la responsabilité sociale et l'éthique (RRSE), dont plusieurs membres sont des communautés religieuses.

Elle sait bien que cela n'empêchera pas l'administrateur d'être réélu. Mais elle croit que les votes de protestation envoient un signal aux entreprises.

Sauf que dans la moitié des entreprises canadiennes, il n'est même pas possible d'envoyer ce signal, car l'élection des membres se fait en bloc, plutôt qu'individuellement.

« Ce n'est pas un mode d'élection satisfaisant. Nous en avons discuté avec plusieurs entreprises », dit Laetitia Tankwe, responsable des questions éthiques pour Bâtirente et le fonds de retraite de la CSN.

À force de pression, les habitudes changent... petit à petit. Pour la première fois, en février dernier, le fabricant de chandails Gildan a accepté un mode d'élection individuel. Mais d'autres continuent de s'y opposer. Certaines seront la cible de proposition de militants, à cet égard, notamment Power Corp.

Au Canada, la rémunération moyenne des patrons des grandes sociétés est de 4,5 millions. Tout de même 116 fois la rémunération moyenne des travailleurs au Canada!

généreux, ce sont tous les autres actionnaires dont la participation est diluée.

Voilà pourquoi de plus en plus d'actionnaires minoritaires s'opposent carrément aux régimes d'options excessifs. Par exemple, l'an dernier, environ 10 % des actionnaires se sont prononcés contre le régime proposé par Biovail et par le CP.

« Lorsque la dilution est de 5 à 10 %, on recommande à nos clients de s'opposer. Même à 2 %, on trouve que c'est déjà

FIN DE SÉANCE

Parier sur des rumeurs?



FRANCIS VAILLES

C'est un pari à prendre, un vrai. Faut-il acheter ou vendre le titre d'une entreprise en pleine santé qui a perdu 10 % sur des rumeurs négatives?

L'entreprise en question s'appelle Astral Media, une organisation très rentable, véritable machine à imprimer de l'argent. Ses revenus viennent principalement des canaux spécialisés de la télévision (MusiquePlus, Télétoon, Super Écran, etc.). Depuis plusieurs années, le titre est l'un des chouchous des analystes.

Or voilà, vendredi dernier, Astral a confirmé être en négociation pour acquérir la firme torontoise Standard Radio. L'entreprise de Montréal n'a pas donné de détails sur les modalités de la transaction, parce que pour l'instant, seule une lettre d'intention a été signée. Toutefois, les rumeurs font état d'un prix très élevé de 1,1 à 1,3 milliard de dollars, ce qui équivaldrait à environ 15 fois le bénéfice d'exploitation (BAIIA).

Ces rumeurs d'une transaction coûteuse, qui devrait être conclue en mars, ont fait réagir les investisseurs. Vendredi, l'annonce a été faite après la fermeture des marchés. Lundi, le titre a perdu 4,3 %, chutant à 41 \$. Certes, l'action a repris des forces depuis, mais à 42,05 \$, elle demeure environ 11 % plus bas qu'à la fin janvier.

Bref, que faire maintenant? Acheter un titre déprécié ou vendre l'action d'une entreprise qui risque trop? Pour s'aider, faisons une liste des avantages et inconvénients.

Dans la colonne des inconvénients, il faut inscrire le prix probable de la transaction, apparemment trop élevé. Marc L'Écuyer, de Cote 100, explique que l'évaluation (15 fois le BAIIA) est basée sur les données publiées par Standard Radio lorsque l'entreprise privée de la famille Slaight voulait ouvrir son capital, le printemps dernier. Il était question de 76 millions de dollars de bénéfice d'exploitation.

C'est l'acquisition récente d'Alliance Atlantis par CanWest Global qui a fait monter les enchères du secteur des médias. La transaction de 2,3 milliards a fixé le prix d'Atlantis à 12,5 fois le BAIIA, mais à 15 fois si l'on exclut l'avantage fiscal non récurrent qui a gonflé les profits de l'entreprise en 2006.

Dans la colonne des moins, il y a aussi le secteur. La radio n'est pas précisément un nouveau secteur en forte croissance. Et la concurrence commence à se faire plus forte du côté de la radio

Internet et par satellite, fait valoir M. L'Écuyer.

À 15 fois le BAIIA, Astral mettrait la main sur 52 stations de radio dans 29 marchés au Canada, notamment dans l'Ouest, tandis que CanWest a acheté une entreprise de chaînes de télévision spécialisées.

Dans le haut de la colonne des plus, il y a la longue feuille de route des dirigeants d'Astral, reconnus pour être très prudents. Plusieurs fois, on leur a même reproché de s'être fait ravir de belles proies par des concurrents qui osaient davantage. « Historiquement, les dirigeants n'ont jamais payé cher », rappelle M. L'Écuyer.

Autre élément à considérer : l'acquisition ferait d'Astral le premier acteur dans la radio au Canada, avec un total de 81 stations d'un océan à l'autre. Des synergies sont à prévoir du point de vue de l'offre publicitaire.

Également, la transaction diversifierait les revenus d'Astral et donc le risque. Actuellement, 73 % des revenus viennent de la télé et 19 % de la radio. Après l'acquisition, cette répartition passerait à 55 %-39 %.

Comme bien d'autres, Marc

L'Écuyer attend d'avoir des détails avant de bouger. Officiellement, Astral a seulement dévoilé le mode de paiement : 80 % en espèces et 20 % en actions. Les observateurs en sauront plus au moment au moment de l'annonce.

Sur les 12 analystes qui suivent le titre, un seul recommande d'acheter, tandis que 10 suggèrent de le conserver et un de le vendre. Certains ont revu leurs prévisions à la baisse, comme Carl Bayard, de Valeurs mobilières Desjardins. Dans sa plus récente analyse, M. Bayard a fait passer son prix cible de 53 \$ à 47 \$ et sa recommandation de acheter à conserver.

Mais y aura-t-il une transaction? Ce n'est pas sûr. D'abord, il n'y a pas encore d'entente finale. Ensuite, il y a les interrogations de l'organisme canadien de réglementation des ondes, le CRTC. Jeudi, l'organisme a dit vouloir élargir le débat public sur les fusions de médias, considérant la taille des transactions. C'est la première fois depuis des années que le CRTC veut se pencher sur cette question.

En somme, les carottes ne sont pas cuites pour Astral.

L'ENTREPRISE EN CHIFFRES

ASTRAL MEDIA

Symbole : ACM/A
Exercice financier : 31 août

	2006	2007 ¹
ASTRAL MEDIA (en millions)		
Chiffre d'affaires	593	620
Bénéfice d'exploitation ²	191	215
Bénéfice par action (BPA)	2,13 \$	2,39 \$

	2006	2007
STANDARD RADIO (en millions) (exercice terminé le 28 février)		
Chiffre d'affaires	200	210
Bénéfice d'exploitation ²	76	80

RÉPARTITION DES REVENUS D'ASTRAL MEDIA

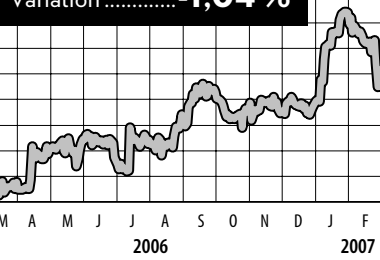
	SANS Standard	AVEC Standard
Radio	19 %	39 %
Télévision	73 %	55 %
Affichage	8 %	6 %

- 1 Prévisions de Cote 100
- 2 Il s'agit du bénéfice avant intérêts, impôts et amortissement (BAIIA)

Fermeture hier... **42,05 \$**

En baisse..... 44 ¢

Variation **-1,04 %**



Sources : Cote 100 et Bloomberg

PHOTO MARTIN CHAMBERLAND, LA PRESSE ©



MARC L'ÉCUYER
Gestionnaire de portefeuille, Cote 100

PLUS : les dirigeants ont la réputation de gérer prudemment leurs affaires

MOINS : les rumeurs laissent entendre que le prix payé pour Standard Radio serait cher

Changement de climat

STÉPHANIE GRAMMOND

Est-ce à cause de la croisade d'Al Gore contre le réchauffement climatique? Toujours est-il que le climat s'adoucit dans les négociations entre les actionnaires activistes et les grandes entreprises, sur les questions d'environnement.

Chez Transcontinental, une proposition a été retirée avant l'assemblée. On demandait à l'imprimeur d'appuyer l'utilisation d'un papier certifié (FSC) qui est fabriqué en tenant compte du développement durable. « Nous avons été capables d'ouvrir un dialogue », rapporte Diane Boudreault, du RRSE.

Même son de cloche chez Bâtirente qui avait déposé une proposition pour inciter la Banque TD à adopter les principes d'Équateur, c'est-à-dire à prendre en compte les enjeux sociaux et environnementaux dans le cadre des financements qu'elle accorde.

La proposition a été retirée, à la suite de négociations fructueuses avec la TD. La Banque

se garde le plaisir de faire l'annonce bientôt...

Toutefois, Bâtirente maintiendra sa proposition visant à lier la rémunération des dirigeants de la Banque TD à des critères éthiques (réduction des gaz à effet de serre, diversité dans l'emploi, etc.).

« Notre rôle n'est pas de leur imposer un plafond salarial, mais plutôt de viser une rémunération équitable envers les employés et les engagements de la Banque », dit Laetitia Tankwe, de Bâtirente.

La proposition s'appuie sur une étude de Deloitte réalisée l'été dernier : pour maximiser la performance à long terme de l'entreprise, il est préférable que des critères d'évaluation éthique soient inclus dans la formule de rémunération des patrons.

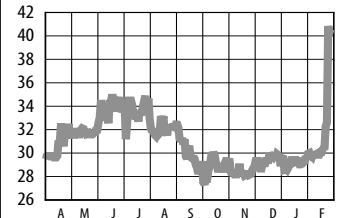
Quel pourcentage des votes la proposition décrochera-t-elle. Le pronostic est difficile à faire, avoue Mme Tankwe. Mais elle rappelle que, l'an dernier, la proposition visant le controversé projet d'Alcan en Inde a remporté un score très élevé de 36 %.

LES ENTREPRISES

TITRES GAGNANTS

CIMENT ST-LAURENT (ST/A)

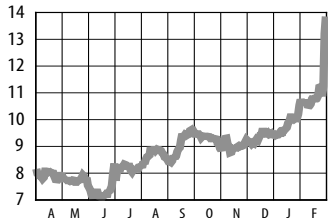
40,18\$ **+23,00 %**



Holcim, deuxième fabricant mondial de ciment, offrira 571 millions pour acheter le reste des actions de St-Laurent qu'il ne possède pas encore.

LEGACY HOTELS (LGY-U)

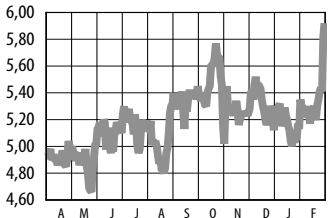
13,85\$ **+23,00 %**



Ce propriétaire de 25 hôtels au Canada et aux États-Unis a formé un comité spécial pour examiner diverses solutions s'offrant à cette fiducie, y compris une possible vente.

EMERGIS (EME)

5,92\$ **+11,00 %**

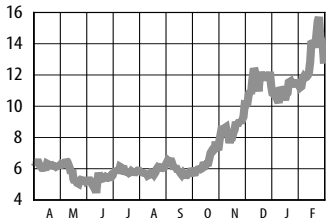


La recommandation touchant le titre de ce fabricant de logiciels pour le commerce électronique a été revue à la hausse par David Wright, de BMO Capital, après que la compagnie eut dévoilé des bénéfices annuels records.

TITRES PERDANTS

DENISON MINES (DML)

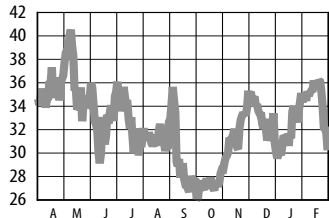
12,72\$ **-18,00 %**



L'action de ce producteur d'uranium a chuté comme celles des autres compagnies de matières premières à la suite de la dégringolade de la Bourse chinoise, ce qui fait craindre une baisse de la demande des produits de base.

MERIDIAN GOLD (MNG)

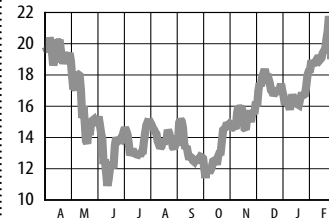
30,24\$ **-14,00 %**



Le titre du producteur d'or a plongé dans la foulée de la baisse de prix de 6,2 % de l'or cette semaine, diminution la plus marquée depuis juillet dernier.

SILVERCORP METALS (SVM)

18,69\$ **-14,00 %**



Cette société minière active dans le domaine de l'argent en Chine a vu son titre chuter à la suite de la baisse, hier, de 4,5 % du prix de l'argent pour livraison au prix, pire dégringolade depuis mai dernier.



MICHEL GIRARD

FINANCES PERSONNELLES

Trois chinoiseries, une débandade

À la suite de sa débandade de 8,8 %, la capitalisation boursière de la Bourse de Shanghai, soit la valeur totale des actions qui y sont négociées, a fondu lundi dernier de 80 milliards US.

Dans les 24 heures qui ont suivi, les grandes places boursières de partout à travers le monde ont emboîté le pas et elles ont vu leur capitalisation boursière fondre à leur tour de 3,5 %, soit de 1750 milliards US. Vous avez bien lu : en perdant 80 milliards, la Bourse de Shanghai a entraîné un effondrement mondial de 1750 milliards US sur les parquets boursiers mondiaux !

Première chinoiserie : comment une si petite Bourse comme celle de Shanghai, dont la capitalisation dépassait à peine les 900 milliards US, a pu influencer à ce point de grandes Bourses comme New York, Londres, Tokyo... dont la capitalisation globale s'élève à quelque 50 000 milliards US ?

Deuxième chinoiserie : comment peut-on arriver à faire perdre aux investisseurs deux fois plus d'argent (soit 1750 milliards) que la valeur globale (900 milliards) de la Bourse chinoise ?

Troisième chinoiserie : comment peut-on attribuer à la Bourse chinoise la responsabilité de l'effondrement généralisé des Bourses américaines, européennes et japonaises alors que la presque totalité des investisseurs de par le

monde n'ont pas un cent d'investi dans les entreprises cotées à la Bourse de Shanghai ?

Comme vous pouvez le constater, il y a quelque chose qui cloche dans la spectaculaire correction boursière de cette semaine. La Bourse de Shanghai a eu beau tripler de valeur au cours des 12 derniers mois, son poids n'en demeure pas moins marginal, n'accaparant que 1,8 % de la capitalisation boursière mondiale. Sa réelle influence sur les marchés boursiers mondiaux ? Elle est encore plus marginale puisqu'à peine une poignée d'investisseurs étrangers ont des dollars d'investis dans les entre-

Il faudrait idéalement une correction d'au moins 10 %... pour attirer de nouveau les vastes liquidités qui traînent dans les coffres des investisseurs institutionnels.

prises qui y sont inscrites.

En reculant de 8,8 %, la Bourse de Shanghai a fait momentanément perdre sur papier 80 milliards US aux investisseurs chinois. Comme ces investisseurs n'ont pour la grande majorité par un cent d'investi sur les marchés boursiers hors Chine, leur soudain appauvrissement de lundi ne peut expliquer d'aucune façon l'effondrement mondial des grandes places boursières. Cela dit, la Bourse de Shanghai méritait sa

vive correction locale en raison de la vague de spéculation qui déboussolait le marché tout en le surchauffant.

À la recherche d'une excuse

Finalement, le seul lien qu'il semble y avoir entre l'effondrement de la Bourse de Shanghai et la débandade des grandes places boursières internationales réside dans la recherche d'une « excuse » pour provoquer une correction.

Les grandes corrections boursières, à la baisse comme à la

hausse, sont toujours enclenchées par les gestionnaires de portefeuilles institutionnels, soit des caisses de retraite, des fonds communs de placement, de grandes fortunes privées, etc.

Depuis l'automne dernier, tous les indices des grandes places boursières américaines, européennes, asiatiques, canadiennes... ont fortement grimpé. Même chose du côté des marchés émergents.

Les analystes des maisons de courtage et les gestionnaires de portefeuilles institutionnels s'arrachaient les cheveux pour essayer de trouver des secteurs et des entreprises non encore surévalués en Bourse. Nombre d'entre eux multipliaient les avis de prudence.

Lorsque survient une correction à la baisse, on assiste à une sorte de course contre la montre entre les grands joueurs, soit les gestionnaires de portefeuilles, les gros spéculateurs des *hedge funds*. S'activent également les programmes de transactions informatisées. C'est à celui qui vend le premier... dans le dessein de racheter les mêmes actions ou les mêmes indices au plus bas prix possible.

La brutale correction que l'on a subie mardi dernier a probablement permis à bien des gestionnaires institutionnels de réinvestir une partie des vastes liquidités qu'ils avaient accumulées au fil des mois à la suite de substantielles prises de profit.

Au plan fondamental, il y a tout de même de multiples raisons qui justifient la débandade mondiale de mardi dernier : selon l'ancien président de la Réserve fédérale, Alan Greenspan, les États-Unis seraient aux prises avec un « risque de récession » lié notamment à l'essoufflement du marché immobilier; les achats d'équipement par les entreprises

américaines sont inférieurs aux attentes des analystes; les valeurs boursières cycliques étaient devenues très vulnérables à des prises de profits; la crainte d'un fort ralentissement de la croissance aux États-Unis gagne de plus en plus d'adeptes; l'euphorie économique chinoise ne peut perdurer... indéfiniment; etc.

Hier, la baisse généralisée des marchés s'est poursuivie. Par rapport aux récents sommets historiques des grands indices boursiers, il faudrait idéalement une correction d'au moins 10 %... pour attirer de nouveau les vastes liquidités qui traînent dans les coffres des investisseurs institutionnels.

Pour la Bourse de Toronto, cela signifierait un recul du S&P/TSX Composite de 1340 points, l'indice passant de 13 404 à 12 064 points. Son niveau actuel s'élève à 12 863 points, soit en recul d'à peine 4 % par rapport à son sommet record.

Du côté du baromètre américain, le Dow Jones, une chute de 10 % ramènerait le Dow Jones au niveau des 11 500 points, soit 1286 points de moins que son récent sommet historique de 12 786 points. Le Dow Jones a fermé hier à 12 114. Ce qui représente un recul de 5,3 % par rapport à son sommet.

Théoriquement, la correction devrait se poursuivre... Mais si vous voyez des aubaines, rien ne vous empêche d'en accumuler à petite dose !

Progrès du trafic aérien

AGENCE FRANCE-PRESSE

GENÈVE—Le trafic aérien international de passagers a progressé de 6,1 % au mois de janvier par rapport à janvier 2006, soit une progression supérieure à la moyenne de l'année passée, a annoncé hier l'Association internationale du transport aérien (IATA).

La progression s'est inscrite à 5,9 % sur l'ensemble de l'an dernier et à 6,9 % en décembre 2006 par rapport à décembre 2005.

En janvier, le taux de remplissage des appareils assurant des vols internationaux s'est inscrit à 74,9 %, ce qui constitue une nouvelle progression mensuelle ininterrompue depuis deux ans, a souligné l'Iata dans un communiqué.

Ce taux s'est affiché à 76 % en moyenne l'an dernier. « La forte croissance de la demande des passagers et la hausse du taux de remplissage signalent un bon démarrage pour 2007 », s'est félicité le directeur général de l'Iata, Giovanni Bisignani.

L'association, qui regroupe 250 compagnies aériennes internationales, prévoit que le secteur renoue en 2007 avec les profits pour la première fois depuis 2000 avec un bénéfice net prévu de 2,5 milliards de dollars.

Centrales à vendre

Le Fonds de revenu Boralex cherche preneur

JACQUES BENOIT

Le Fonds de revenu Boralex énergie, dont Boralex elle-même possède 23 % des parts, sollicite depuis hier des offres qui pourraient mener à sa vente ou à sa fusion avec une autre société.

Boralex elle-même n'écarter pas la possibilité de faire l'acquisition du reste des parts du Fonds, a fait savoir l'entreprise.

« Boralex a plusieurs options dans son jeu », a en effet indiqué à La Presse Affaires son vice-président et chef de la direction financière, Jean-François Thibodeau.

Elle peut racheter les « 77 % » qu'elle ne possède pas déjà, a-t-il dit. Ou encore, « l'autre extrême, c'est de vendre nos parts. On a dit qu'on regardait toutes les possibilités. »

Bref, toutes les avenues restent ouvertes...

Regarder d'abord l'impact

« Il faut voir l'impact que ça va avoir, et si ça suscite de l'intérêt. On va réagir selon les offres qui se présenteront », a indiqué pour sa part la directrice des communications, Patricia Lemaire.

Le Fonds de revenu a un peu plus de 59 millions de parts émises et en circulation, dont environ 13,6 millions (23 %) détenues par Boralex.

Or, rappelle Jean-François

Thibodeau, la part était à 10,32 \$ en octobre dernier, avant que le ministre fédéral des Finances James Flaherty fasse savoir que l'avantage fiscal dont bénéficient les fiducies de revenu allait être aboli en 2011.

Grâce à une remontée de plus de 5 %, la part du Fonds (BPT. UN) a légèrement dépassé ce niveau hier, avec un cours de 10,40 \$ en fin de séance.

Créé en 2002, le Fonds – une fiducie de revenu – est indirectement propriétaire de dix centrales du Québec et des États-Unis, d'une capacité installée de 190 mégawatts (MW), qu'exploite Boralex.

Ces centrales de production d'énergie (hydroélectrique, éolienne, à partir de résidus de bois et de cogénération à base de gaz naturel) font elles-mêmes partie des 21 centrales exploitées par Boralex, à la fois au Québec, aux États-Unis et en France, d'une capacité totale de 330 MW.

C'est la firme Marchés des capitaux Genuity, de Montréal, et notamment son associé Marc Fredette, qui a été chargée de mener le projet de transaction amorcé hier.

Pas d'assurance

« La mise en œuvre de ce processus n'est aucunement provoquée par une offre d'achat ou

toute autre forme de transaction, et ne constitue pas non plus une assurance qu'elle conduira à une transaction », signale le Fonds de revenu dans son communiqué d'hier.

Cascades

Boralex elle-même a pour principal actionnaire Cascades, qui en possède 43 %, l'autre grand actionnaire de l'entreprise (17 %) étant la famille Kernaghan.

Les fiducies de revenu, rappellent-le, distribuent une bonne partie de leurs bénéfices aux actionnaires – des détenteurs de parts – et c'est uniquement les bénéfices perçus par ceux-ci sur lesquels s'applique l'impôt sur le revenu.

Cet avantage fiscal n'existe pas pour les entreprises, dont à la fois les bénéficiaires et les dividendes versés aux actionnaires sont touchés par l'impôt, tant au niveau fédéral que provincial.

Toutefois, cet avantage fiscal sera aboli en 2011.

Jeudi, Boralex a dévoilé ses résultats pour l'exercice 2006.

Son bénéfice net a alors atteint 15 millions, ou 50 cents par action, comparativement à 21,1 millions (70 cents) en 2005.

Quant au chiffre d'affaires, il a progressé d'un peu plus de 10 % pour atteindre 120 millions.

Croix-Rouge canadienne
Division du Québec

En tout lieu. En tout temps.

1 800 592-7649
www.croixrouge.ca

LES MÉTAUX

		HIER (DOLLARS US)	PRÉCÉDENT (DOLLARS US)
ALUMINIUM	Comptant	2908,00	2887,50
	3 mois	2848,00	2848,50
	15 mois	2645,00	2625,00
CUIVRE (A)	Comptant	6190,00	5980,00
	3 mois	6160,00	6160,50
	15 mois	5855,00	5790,00
PLOMB	Comptant	1980,00	1910,00
	3 mois	1925,00	1928,00
	15 mois	1550,00	1490,00
NICKEL	Comptant	45 340,00	44 405,00
	3 mois	41 800,00	41 805,00
	15 mois	33 725,00	33 300,00
ÉTAIN	Comptant	13 545,00	13 550,00
	3 mois	13 450,00	13 500,00
	15 mois	12 125,00	12 125,00
ZINC	Comptant	3545,00	3470,00
	3 mois	3540,00	3550,00
	15 mois	3280,00	3168,00

Dollars US par tonne métrique
Source : London Metal Exchange

LES OBLIGATIONS

	COUPON	ÉCHÉANCE	PRIX	REND. VAR.
LE GOUVERNEMENT DU CANADA				
Canada	7,25	01-06-2007	100,72	4,16 0,00
Canada	6,00	01-06-2008	102,46	3,93 +0,05
Canada	5,50	01-06-2009	103,46	3,86 +0,09
Canada	9,50	01-06-2010	116,97	3,86 +0,12
Canada	9,00	01-03-2011	118,73	3,87 +0,16
Canada	6,00	01-06-2011	108,17	3,88 +0,17
Canada	10,25	15-03-2014	138,31	3,94 +0,21
Canada	9,75	01-06-2021	160,63	4,08 +0,28
Canada	8,00	01-06-2023	145,82	4,10 +0,29
Canada	8,00	01-06-2027	152,89	4,12 +0,32
Canada	5,75	01-06-2029	123,77	4,10 +0,28

LES PROVINCES

B C Mun Fin	5,50	24-03-2008	101,37	4,14 +0,05
Hydro Québec	11,00	15-08-2020	164,97	4,50 +0,27
Manitoba	7,75	22-12-2025	140,88	4,50 +0,17
New Brunswick	5,70	02-06-2008	102,00	4,01 +0,05
New Brunswick	6,00	27-12-2017	114,34	4,32 +0,19
Newfoundland	6,15	17-04-2028	121,45	4,55 +0,16
Nova Scotia	6,60	01-06-2027	127,46	4,51 +0,16
Ontario	6,13	12-09-2007	100,99	4,15 0,00
Ontario	6,25	25-08-2028	123,50	4,82 +0,17
Ontario Hydro	7,45	31-03-2013	113,56	4,54 +0,35
Ontario Hydro	8,50	26-05-2025	149,17	4,51 +0,17
Ontario Hydro	8,25	22-06-2026	147,63	4,52 +0,18
P E I	6,00	03-10-2007	101,00	4,20 0,00
P E I	8,50	27-10-2015	130,27	4,27 +0,19
Québec	6,50	01-10-2007	101,29	4,17 0,00
Québec	6,00	01-10-2029	119,23	4,61 +0,17

LES CORPORATIONS

Bank OF N S	5,65	22-07-2008	102,03	4,11 +0,06
Bell Canada	7,00	24-09-2027	118,06	5,51 +0,24
Bombardier	7,35	22-12-2026	98,87	7,45 0,00
Cdn Occ Pet	6,30	02-06-2008	102,52	4,18 +0,05
Cons Gas	6,10	19-05-2028	113,85	5,02 +0,25
Gtaa	5,95	03-12-2007	101,26	4,19 +0,02
Gtaa	6,45	03-12-2027	116,62	5,13 +0,23
Investors Gr	6,65	13-12-2027	118,73	5,16 +0,24
Nav Canada	7,40	01-06-2027	133,24	4,81 +0,27
Royal Bank Of	6,75	04-06-2007	100,58	4,27 0,00
Sears Canada	6,55	05-11-2007	100,80	5,28 0,00
Suncor Inc	6,10	07-08-2007	100,81	4,16 0,00
Thomson Corp	6,50	09-07-2007	100,75	4,28 0,00
Wstcoast Ene	5,70	16-04-2008	101,63	4,17 +0,05
Wstcoast Ene	6,75	15-12-2027	118,27	5,28 +0,25

LES RÉSULTATS FINANCIERS

COMPAGNIE	SIÈGE SOCIAL	SECTEUR	DATE, TRIMESTRE	REVENUS			BÉNÉFICE NET			BÉNÉFICE ACT.	
				CETTE ANNÉE	ANNÉE DERN.	VAR. %	CETTE ANNÉE	ANNÉE DERN.	VAR. %	CETTE ANNÉE	ANNÉE DERN.
Agricore United (AU/TSX)	Man.	Agriculture	31 jan. - 1 ^{er} trim.	709 748	544 385	30	-14 916	-20 598	—	-0,30	-0,46
Amadeus Int'l (AML/TSX CROIS.)	Qc	Service	31 déc. - 6 mois	1038	968	7	-763	-867	—	n.d.	n.d.
Calloway REIT (CWT/UN/TSX)	Alb.	Immobilier	31 déc. - 12 mois	310 647	201 145	54	20 770	26 752	-22	0,26	0,55
Colabor Income Fund (CLB/UN/TSX)	Qc	Banques/Services fin.	31 déc. - 4 ^e trim. 12 mois	141 308 412 621	140 109 402 548	1 3	2257 4811	2272 4575	-1 5	0,39 0,83	0,39 0,79
DataMirror Corp. (DMC/TSX)	Ont.	Ordi./Électron./Logiciels	31 jan. - 4 ^e trim. 12 mois	13 327 46 520	12 636 44 745	5 4	1713 4861	771 3683	122 32	0,28 0,67	0,09 0,42
Inscape Corp. (INQ/TSX)	Ont.	Ménages/Consomm./Cosmét.	31 jan. - 3 ^e trim. 9 mois	24 296 67 475	21 372 70 395	14 -4	640 987	-836 -1513	—	0,04 0,07	-0,06 -0,10
NAL Oil & Gas Trust (NAE/UN/TSX)	Alb.	Pétrole/Énergie	31 déc. - 4 ^e trim. 12 mois	75 694 310 752	95 643 314 006	-21 -1	20 472 60 198	30 777 98 538	-33 -39	0,26 0,79	0,42 1,41
Newfoundland Capital Corp. (NCC/AT/TSX)	N.-É.	Banques/Services fin.	31 déc. - 4 ^e trim. 12 mois	29 793 103 604	25 284 83 264	18 24	3285 11 967	2691 6032	22 98	0,29 1,07	0,24 0,53
Northgate Minerals Corp. (NGK/TSX)	C.-B.	Mines/Métaux	31 déc. - 4 ^e trim. 12 mois	118 239 411 313	95 651 257 302	24 60	19 790 106 742	44 527 39 557	-56 170	0,09 0,50	0,21 0,20
NuVista Energy (NVA/TSX)	Alb.	Pétrole/Énergie	31 déc. - 4 ^e trim. 12 mois	38 350 144 778	46 989 129 349	-18 12	5765 35 284	16 247 39 506	-65 -11	0,12 0,72	0,34 0,90
Perlite Canada (PCI/TSX CROIS.)	Qc	Construction/Bâtiment	31 oct. - 12 mois	4918	4773	3	713	496	44	0,05	0,03
PFEB Corp. (PFB/TSX)	Alb.	Pétrole/Énergie	31 jan. - 4 ^e trim. 12 mois	20 291 78 218	22 211 80 415	-9 -3	1284 4977	1714 5825	-25 -15	0,21 0,79	0,27 0,92
Phoenix Technology Inc. Fund (PHX/UN/TSX)	Alb.	Ordi./Électron./Logiciels	31 déc. - 4 ^e trim. 12 mois	28 882 99 346	21 646 69 483	33 43	6273 20 638	4810 14 063	30 47	0,28 0,93	0,62 0,27
Primaris Retail REIT (PMZ/UN/TSX)	Ont.	Immobilier	31 déc. - 4 ^e trim. 12 mois	54 851 200 456	46 392 150 509	18 33	4182 12 300	2131 17 805	96 -31	0,08 0,24	0,05 0,46
PRT Forest Regeneration Inc. F. (PRT/UN/TSX)	C.-B.	Papier/Prod. forest./Conten.	31 déc. - 4 ^e trim. 12 mois	12 195 51 574	13 160						

LA PRESSE AFFAIRES INVESTIR

LPA 50

La Presse Affaires présente une sélection de 50 titres qui suscitent un grand intérêt chez les lecteurs

	FERMETURE IQ 30	CHANGEMENT (\$)	CHANGEMENT (%)	VOLUME (100)	VAR. CETTE ANNÉE (%)	VAL. BOUR. (M \$)	52 SEMAINES HAUT	52 SEMAINES BAS	DIV. ANN.	
Abitibi-Consolidated (A)	✓	3,21	-0,03	-0,93	33 724	7,36	1 413	5,13	2,53	0,00
▼ ACE Aviation (ACE.B)	✓	35,55	-0,39	-1,09	5 616	17,77	3 656	38,00	20,84	0,00
▲ Addenda Capital (ADV)		23,75	0,24	1,02	243	1,45	280	29,80	22,25	1,32
▼ Aeterna (AEZ)		3,76	-0,09	-2,34	1 046	-20,34	200	6,00	2,98	0,00
Air Canada (AC.B)		18,00	0,00	0,00	2 830	2,16	1 801	21,05	15,63	0,00
▼ Alcan (AL)	✓	61,07	-1,80	-2,86	18 121	7,56	22 399	64,99	41,78	0,79
Alimentation Couche-Tard (ATD.B)	✓	24,78	0,08	0,32	3 234	-2,25	5 016	28,42	21,49	0,12
▼ Astral Media (ACM.A)		42,05	-0,44	-1,04	1 399	5,31	2 215	47,72	32,27	0,40
Axcan Pharma (AXP)		18,53	-0,02	-0,11	1 044	11,76	849	19,58	13,01	0,00
Banque de Montréal (BMO)	✓	69,75	-0,36	-0,51	12 672	1,09	34 933	72,54	58,58	2,72
Banque Laurentienne (LB)	✓	31,65	-0,21	-0,66	584	4,63	748	34,71	28,01	1,16
Banque Nationale (NA)	✓	64,96	0,25	0,39	8 005	-1,34	10 560	66,80	55,89	2,16
▲ Banque Royale (RY)	✓	54,86	0,98	1,82	45 069	-1,15	70 039	55,96	43,52	1,84
BCE (BCE)	✓	30,20	-0,04	-0,13	14 975	-3,82	24 391	34,25	25,32	1,46
Bombardier (BBD.B)		4,48	0,01	0,22	42 700	13,42	7 839	4,87	2,68	0,00
CAE (CAE)	✓	12,12	-0,08	-0,66	3 503	12,74	3 046	12,69	8,09	0,04
▼ Cascades (CAS)	✓	12,77	-0,45	-3,40	4 288	-3,48	1 271	15,80	10,50	0,16
CN (CNR)	✓	51,62	0,17	0,33	11 322	3,10	26 436	55,95	44,43	0,84
▼ Cogeco (CGO)		37,33	-0,92	-2,41	78	27,58	618	41,00	19,30	0,28
Corporation Financière Power (PWF)	✓	39,36	-0,04	-0,10	5 389	4,43	27 741	41,03	30,20	1,07
▲ Domtar (DTC)	✓	9,70	0,10	1,04	191 146	-1,52	2 247	11,09	5,96	0,00
Emergis (EME)		5,92	0,10	1,72	7 425	12,12	530	6,09	3,70	0,00
▼ Garda (GW)		19,69	-0,33	-1,65	2 514	-9,84	606	27,50	18,26	0,00
Groupe CGI (GIB.A)	✓	9,68	0,03	0,31	15 613	19,07	3 189	10,15	6,50	0,00
Groupe Canam (CAM)		9,82	-0,02	-0,20	180	6,05	482	11,66	8,15	0,16

	FERMETURE IQ 30	CHANGEMENT (\$)	CHANGEMENT (%)	VOLUME (100)	VAR. CETTE ANNÉE (%)	VAL. BOUR. (M \$)	52 SEMAINES HAUT	52 SEMAINES BAS	DIV. ANN.	
▼ Groupe Pages Jaunes (YLO.UN)		13,45	-0,31	-2,25	8 917	4,51	6 928	16,90	11,55	1,09
▼ Groupe SNC-Lavalin (SNC)	✓	35,34	-0,63	-1,75	5 440	12,30	5 336	37,78	26,00	0,36
▼ Groupe TVA (TVA.B)		14,45	-0,20	-1,37	20	-3,02	391	17,50	13,96	0,20
▼ Labopharm (DDS)		6,63	-0,12	-1,78	920	-2,79	376	10,95	5,40	0,00
▼ Le Groupe Jean Coutu (PIC.A)	✓	14,45	-0,22	-1,50	3 835	5,09	3 782	16,20	9,90	0,12
Les Industries Dorel (DII.B)		35,00	-0,10	-0,29	1 734	10,97	1 151	35,50	22,64	0,00
▼ Les Vêtements de sport Gildan (GIL)	✓	59,80	-1,53	-2,50	1 330	9,75	3 597	63,73	42,26	0,00
▼ L'Industrielle-Alliance (IAG)	✓	35,53	-0,54	-1,50	1 660	-1,69	2 840	37,44	29,52	0,72
Mega Brands (MB)	✓	25,75	0,00	0,00	2 507	-1,53	841	29,75	20,25	0,00
Metro (MRU.A)	✓	39,35	0,09	0,23	2 712	3,72	4 540	40,83	29,15	0,46
Molson Coors (TAP.B)	✓	97,83	-0,50	-0,51	6	9,91	8 664	101,96	71,00	1,26
▼ Neurochem (NRM)	✓	16,91	-0,30	-1,74	1 542	-32,39	656	29,99	10,40	0,00
▼ Nortel (NT)		33,35	-1,15	-3,33	21 161	6,62	14 464	37,70	21,40	0,00
Novelis (NVL)		51,51	-0,02	-0,04	1 661	58,06	3 846	51,79	20,60	0,00
Power Corporation (POW)	✓	37,85	-0,15	-0,40	11 738	7,25	17 088	39,48	28,25	0,79
Quebecor (QBR.B)	✓	40,50	-0,20	-0,49	926	12,91	2 659	41,49	23,76	0,20
▼ Quebecor World (IQW)	✓	15,40	-0,21	-1,35	2 160	14,07	2 028	17,25	10,67	0,00
▲ Reitmans (RET.A)		22,00	0,55	2,56	770	-0,86	1 568	24,02	17,00	0,64
▲ Rona (RON)	✓	23,54	0,28	1,20	6 150	12,10	2 706	24,73	19,90	0,00
▲ Saputo (SAP)	✓	43,36	0,66	1,55	1 865	17,32	4 475	44,77	32,05	0,80
▲ Tembec (TBC)		2,14	0,10	4,90	3 511	24,42	183	3,15	1,02	0,00
Transat AT (TRZ.B)		33,15	0,05	0,15	378	4,28	1 130	36,21	19,02	0,28
▼ Transcontinental (TCL.A)	✓	21,22	-0,48	-2,21	837	1,87	1 817	22,90	17,64	0,26
▲ Uni-Select (UNS)		31,10	0,59	1,93	35	7,32	613	35,00	28,08	0,40
Van Houtte (VH)		24,70	0,23	0,94	769	41,79	528	25,00	16,00	0,32

▲ Indique un titre qui a gagné ou perdu 1 % et plus de sa valeur par rapport à la fermeture de la séance précédente. / Caractères gras Indiquent une société dont l'action a atteint un haut ou un bas de 52 semaines en cours de séance. / IQ 30 Le crochet (✓) dans cette colonne identifie les titres qui font partie de l'indice Québec 30. La valeur de l'indice est présentée chaque jour à la une de La Presse Affaires. / M \$ Millions de dollars / La liste des titres est sujette à une révision périodique.

TSX CROISSANCE

Les entreprises québécoises au TSX Croissance



	FERMETURE (\$)	CHANGEMENT NET	CHANGEMENT (%)	VOLUME	VAR. CETTE ANNÉE (%)
AAER (AAE)	0,38	0,01	2,70	43 000	11,77
Abcourt Mines-B (ABI)	0,67	-0,04	-5,63	117 800	-2,90
Abitex Resources (ABE)	0,29	0,01	3,57	58 000	-6,45
Advitech (AVI)	0,14	0,01	3,85	158 000	12,50
Affinor Resources (AFI)	0,18	-0,01	-2,70	75 217	-30,77
Afri-Can Marine Minerals (AFA)	0,18	0,00	0,00	1 899 000	50,00
Aldeavision Solutions (AVS)	0,21	0,00	0,00	0	-16,00
Alert B&C (ACB)	0,23	0,00	0,00	74 175	40,63
Appalaches Resources (APP)	0,14	0,00	0,00	177 000	21,74
Aptilon (APZ)	0,47	0,02	4,44	155 000	88,00
Augyva (AUV)	0,50	0,03	5,26	100 000	-3,85
Azimut Exploration (AZM)	4,30	-0,25	-5,50	25 122	-12,42
Bell Canada International (BI/H)	0,97	-0,03	-3,00	269 959	53,97
Big Red Diamond (DIA)	0,15	0,00	0,00	0	11,54
Biophage Pharma (BUG)	0,12	-0,01	-4,00	222 500	-20,00
Bioxel Pharma (BIP)	0,30	-0,02	-4,76	80 000	-11,77
Branchez-Vous (BZV)	0,55	-0,05	-8,33	3 692	161,91
Canadiscor Resources (CAO)	0,78	-0,02	-2,50	81 239	1,30
Canadian Royalties (CZZ)	2,96	-0,03	-1,00	34 100	17,93
Clemex Tech - A (CXG/A)	0,24	0,00	0,00	0	29,73
CO2 Solution (CST)	0,64	0,04	6,67	48 615	93,94
CPL Technologies (CCY)	0,12	0,00	0,00	10 000	-14,29
D'Arienne Resources (DAR)	0,18	0,00	0,00	35 000	-2,78
D-Box Technologies (DBO/A)	0,80	0,01	1,27	37 025	60,00
Deq Systems (DEQ)	0,67	0,00	0,00	0	6,35
Dia Bras Exploration (DIB)	0,98	0,00	0,00	733 100	-17,65
Diagnos (ADK)	0,31	0,01	1,64	215 000	31,92
Dianor Resources (DOR)	0,63	0,01	1,61	187 500	-11,27
Diox Exploration (DOS)	0,78	0,04	5,41	333 837	73,33
Ditem Explorations (DIT)	2,26	-0,02	-0,88	2 372 401	227,54
Dynasty Gaming (DNY)	0,82	0,02	2,50	235 200	-10,87
Eco Silver Mining (ECU)	2,73	-0,21	-7,14	612 077	-21,10
Excelltech Aerospace (XLT)	0,35	-0,01	-1,41	201 000	84,21
Exploration Orbite Vspa (ORT/A)	0,15	0,01	7,14	35 000	50,00
Fieldex Exploration (FLX)	0,60	-0,05	-7,69	167 500	66,67
Forest Gate Resources (FGT)	0,17	-0,01	-2,94	140 000	-10,81
Fortsum Business Solutions (FRT)	0,56	0,00	0,00	56 500	-13,85
Freewest Resources Canada (FRW)	0,20	-0,03	-11,36	1 050 298	5,41
Frv Media-Cl A (FRV)	0,15	0,00	0,00	0	-6,45
Gastem (GMR)	0,86	-0,11	-11,34	572 503	145,71
Gold Hawk Resources (CGK)	0,60	-0,05	-7,69	764 517	9,09
Golden Goose Resources (GGR)	0,53	-0,12	-18,46	22 000	10,42
Golden Tag Resources (GOG)	0,54	-0,04	-6,90	193 700	-10,40
Golden Valley Mines (GZZ)	0,57	-0,03	-5,00	142 000	14,00
H2O Innovation 2000 (HEO)	1,77	0,00	0,00	15 300	47,50
Hlt Energies 2006 (HES)	0,24	0,00	0,00	0	33,33
Hinterland Metals (HMI)	0,28	0,01	3,70	504 900	124,00
Imaflex (IFX/A)	0,63	0,03	5,00	21 200	-35,71
Isacsoft-A (ISF)	0,45	0,03	7,14	24 079	9,76
Junex (JNX)	0,91	-0,04	-4,21	12 630	-10,78
Kangaroo Media (KTV)	2,70	-0,13	-4,59	54 153	-21,97
Kolombo Technologies (KOL)	0,76	0,01	1,33	6 500	52,00
Lounor Exploration (LO)	0,16	-0,03	-13,51	1 100	-20,00
Louvem Mines (LOV)	0,30	0,00	0,00	0	36,36
Lyrtech Cl A (LYT)	0,11	0,00	0,00	281 500	-16,00
Matamec Explorations (MAT)	0,25	-0,01	-1,96	545 425	51,52
Medicago (MDG)	0,74	0,00	0,00	0	-26,00
Medical Intelligence Technol (MIZ)	0,71	-0,02	-2,74	1 000	-18,39
Melkior Resources (MKR)	0,54	-0,02	-3,57	1 813 491	260,00
Metanor Resources (MTO)	1,05	-0,05	-4,55	225 930	59,50
Metsco Resources (MKO)	0,14	0,01	3,85	72 395	12,50
Miranda Technologies (MT)	14,00	0,01	0,07	25 729	12,18
Mistral Pharma (MIP)	0,07	0,01	7,69	311 700	75,00
Mty Food Group (MTY)	7,00	-0,10	-1,41	3 900	9,38
Murgor Resources (MUG)	0,49	-0,02	-3,00	1 026 867	86,54
Names Exploration (NME)	0,40	-0,07	-13,98	2 500	-11,11
Neptune Tech&Bioressources (NTB)	5,85	-0,25	-4,10	66 896	33,26
Normabec Mining Res (NMB)	0,56	0,04	7,69	723 750	69,70
Noveko International (EKO)	1,20	-0,01	-0,83	52 570	2,56
Nstein Technologies (EIN)	0,84	0,04	5,00	38 400	27,27
Nti Newmerical (CFD)	0,07	0,00	0,00	0	-17,65
Odesia Group (ODS)	0,50	0,00	0,00	0	19,05
Omnitech Consultant Group (GCO)	0,04	-0,01	-11,11	95 0	

LA PRESSE AFFAIRES

HONDA

DES KILOMÈTRES REMBOURSÉS Le constructeur japonais Honda va indemniser les propriétaires de six millions de voitures aux États-Unis qui ont découvert que le kilométrage au compteur tournait plus vite que la distance parcourue, a-t-on appris hier auprès du manufacturier. « Nous avons déposé une plainte en nom collectif contre Honda parce que les compteurs kilométriques tournaient trop vite : cela a pour conséquence de réduire votre période de garantie et de vous faire payer des pénalités sur votre bail », a indiqué James Holmes, l'avocat en charge du dossier. Honda a conclu un accord à l'amiable qui doit être entériné par le juge d'un tribunal fédéral du Texas en mai. Le contentieux porte sur quelque 6 millions de voitures aux États-Unis, des modèles Honda et Acura entre 2002 et 2006. « La marge d'erreur des compteurs était entre 2 % et 3,5 % », a expliqué James Holmes.

AGENCE FRANCE-PRESSE

NUCOR

HARRIS DANS SON GIRON> L'américain Nucor Corp. a pris le contrôle, pour 1,2 milliard \$, de Harris Steel Group Inc., de Toronto. À l'échéance de l'offre soumise par une filiale en propriété indirecte de Nucor, 25,9 millions d'actions ordinaires de Harris Steel avaient été déposées. Nucor offrait 46,25 \$ CAN par action de Harris. Elle s'est engagée à payer les actions obtenues, en espèces, au plus tard mercredi prochain. Nucor s'est portée acquéreur, avec cette opération, de 96 % des actions ordinaires émises et en circulation de Harris. L'entreprise américaine a l'intention d'acquérir le reste des actions de Harris en vertu du processus de cession obligatoire tel que permis par la réglementation ontarienne et de retirer la cote de Harris de la Bourse de Toronto pour en faire une entreprise privée.

PRESSE CANADIENNE

Bayer supprime 6100 emplois



PHOTO ADAM BERRY. BLOOMBERG NEWS

Le groupe pharmaceutique allemand Bayer a annoncé hier la suppression de 6100 postes dans le monde. L'Europe sera particulièrement touchée avec la perte de 3150 emplois. Bayer, qui a acquis l'année dernière le groupe berlinois Schering, éliminera notamment le siège national de Paris. Bayer a fait savoir qu'elle éliminera 1200 postes en Amérique latine et au Canada, mais elle n'a pas voulu donner davantage de détails. Au Canada, Bayer emploie environ 930 personnes à son siège national de Toronto ainsi qu'à Calgary et à Sarnia, en Ontario.

CONFIANCE AMÉRICAINNE

À LA CAINA La confiance des consommateurs américains a baissé le mois dernier depuis un sommet de deux ans en raison de la hausse des prix du carburant et du ralentissement du secteur de l'emploi, indiquant un rapport dévoilé hier. L'indice final de confiance Reuters/Université du Michigan a reculé à 91,3 le mois dernier, un creux de cinq mois, comparativement à 96,9 en janvier. Cette donnée se compare à un résultat préliminaire de 93,3 dévoilé le 16 février dernier. Les Américains aux revenus moindres expliquent « presque entièrement » cette baisse de confiance, souligne le rapport. « Pour les consommateurs, les choses sont devenues un peu plus incertaines, car les prix de l'essence ont grimpé quelque peu et les nouvelles touchant l'économie ne sont pas aussi reluisantes qu'auparavant », explique Nariman Behraves, économiste en chef de Global Insight Inc. « Ce qu'il faut retenir, ajoute-t-il, c'est que la confiance des consommateurs est élevée, mais un petit peu vulnérable. »

BLOOMBERG

DESSAU-SOPRIN

LVM-TECHNISOL VOIT LE JOUR> Les sociétés LVM-Fondatec, de Laval, et Groupe Technisol, de Québec, ont annoncé hier leur fusion pour former LVM-Technisol, une entité qui appartiendra à la firme lavalloise de génie-conseil Dessau-Soprin. Cette union crée le premier acteur au Québec dans le segment de la géotechnique et de l'ingénierie des matériaux, avec un chiffre d'affaires annuel de plus de 60 millions \$, a indiqué Dessau-Soprin, société mère de LVM-Fondatec. La direction a souligné les avantages de la transaction, entre autres d'acquérir des activités complémentaires et de consolider la présence du groupe lavallois avec une forte implantation dans l'est du Québec.

PRESSE CANADIENNE

BOURSE DE TORONTO



FERMETURE 12 863,27 VAR. 1 AN 8,03% | 52 SEMAINES HAUT 13 433,01 | VAR. 1 JOUR -0,91%

Sous-indices

Table with 3 columns: FERMETURE, VAR., and values for various sectors like Énergie, Matériaux de base, Prod. consom. de base, etc.

LES 10 PLUS ACTIFS

Table with 4 columns: VOLUME, CLÔT.(S), VAR.%, and values for top active stocks like DOMTAR, YAMANA GOLD, EQUINOX MINERALS, etc.

COMMENT LIRE LES COTES FINANCIÈRES

Les titres sont énumérés par ordre alphabétique. Dans certains cas, nous privilégions une approche fidèle aux habitudes des lecteurs. Ainsi, le Groupe Jean Coutu est classé sous Jean Coutu. De même, Alimentation Couche-Tard est classé sous Couche-Tard. Seules apparaissent les actions ordinaires, celles généralement détenues par les particuliers. Notre liste inclut tous les titres dont le volume moyenné des 60 derniers jours, au moment de dresser la liste, était à 100 transactions et plus. La liste est révisée à chaque trimestre. La valeur des titres est exprimée en dollars. Seules les deux premières décimales sont notées.

Société (symbole) : nom de l'entreprise et symbole boursier entre parenthèses. Ferm. : cote à l'arrêt des transactions. Ch. net : indique le changement de valeur par rapport au précédent cours de fermeture. Caractères gras : indiquent une société dont l'action a atteint un haut ou un bas de 52 semaines en cours de séance. ↑ : indique un haut 52 semaines. ↓ : indique un bas 52 semaines.

Société

Large table listing various companies with columns for Firm, Ch., 52 semaines, and values for different sectors like A & B, C, D, E, F, G, H, I, J, K, L, M, N, O, P, Q, R, S, T, U, V, W, X, Y, Z.

Sous-indices

Large table listing various companies with columns for Firm, Ch., 52 semaines, and values for different sectors like A, B, C, D, E, F, G, H, I, J, K, L, M, N, O, P, Q, R, S, T, U, V, W, X, Y, Z.

TITRES GAGNANTS

Table with 4 columns: EN %, VOLUME, CLÔT.(S), VAR.%, and values for top performing stocks like GEMINI ENERGY, INSCAPE/B, OPEN RAREE, etc.

TITRES PERDANTS

Table with 4 columns: VOLUME, CLÔT.(S), VAR.%, and values for bottom performing stocks like AINSWORTH LUMBER, GABRIEL RESOURCES, ENERGY METALS, etc.

PARTS DE FIDUCIARIES

Table with 4 columns: Société, Firm, Ch., 52 semaines, and values for various trust and investment funds like 180 Comstock, A&R/Royal, Advantage Timber, etc.

AVIS LÉGAUX - APPELS D'OFFRES SOUMISSIONS



APPEL D'OFFRES
ÉCLAIRAGE DES STATIONNEMENTS
P1 À P7

Projet
(MANMTL-04-105A)
CASINO DE MONTRÉAL

Les entrepreneurs peuvent obtenir de l'information sur l'appel d'offres en visitant le site internet de l'entreprise :
www.casiloc.com



APPEL D'OFFRES
3A-5210/7285-7-401

Extinction des parasites aux aéroports internationaux de Montréal-Trudeau et de Montréal-Mirabel

Les soumissionnaires peuvent obtenir plus d'informations sur cet appel d'offres en visitant le site Internet d'ADM :
www.admtl.com

Belhumeur Pronovost

SYNDICS ET GESTIONNAIRES

Dans l'affaire de la faillite de :
LES INDUSTRIES AÉRONAUTIQUES SYMPHONY INC.
-DEBITRICE-

AVIS DE VENTE PAR SOUMISSIONS

Le syndic soussigné fait appel à des soumissions «en bloc» pour la vente des biens ci-après décrits :

- Matières premières et fournitures
- Équipements et outillage
- Mobilier et équipements de bureau
- Propriétés intellectuelles telles que : devis, plans, marque de commerce, brevet et de tous autres droit transférables

Ces biens sont sujets à des charges, liens et garanties.

INSPECTION DES ACTIFS

Les biens pourront être examinés le 15 mars 2007, de 10 h à 12 h et de 13 h à 16 h, au 3005, Lindberg, Trois-Rivières, province de Québec.

RÉCEPTION ET OUVERTURE DES SOUMISSIONS

Toutes les soumissions devront parvenir au bureau du syndic, au 1350, rue Royale, bureau 202, Trois-Rivières, le ou avant le 29 mars 2007, à 14 h, lieu, date et heure auxquels elles seront ouvertes.

Seules les soumissions cachetées et accompagnées d'un chèque visé, représentant 15 % du montant de la soumission sur les biens meubles à titre d'arrhes et portant au recto de l'enveloppe la mention lisiblement inscrite : **SOUMISSION RE : LES INDUSTRIES AÉRONAUTIQUES SYMPHONY INC.**, seront considérées.

AUTRES CONDITIONS ET RÉSERVES SE RAPPORTANT À LA VENTE DES BIENS

Les modalités et conditions se rapportant aux soumissions et à la vente des biens pourront être obtenues au bureau du syndic ou lors de l'inspection des actifs. Ces conditions et réserves font partie intégrante de la présente demande de soumissions et il est de la responsabilité de chaque soumissionnaire d'en obtenir copie.

Pour de plus amples renseignements, vous pouvez communiquer avec **M. Rémy Gingras, représentant de SERVICE D'INVENTAIRE GINGRAS (SIG),** au numéro 819-692-9588 ou 819-375-6315.

DATÉ DE TROIS-RIVIÈRES, ce 28^e jour de février 2007.

BELHUMEUR PRONOVOST INC.

Syndic de l'actif de
LES INDUSTRIES AÉRONAUTIQUES SYMPHONY INC.

Par : **Éric Pronovost, CA, CIRP, Syndic**

1350, rue Royale, bureau 202, Trois-Rivières (Québec) G9A 4J4

Téléphone : 819.697.0009, Télécopieur : 819.697.0020

Sans frais : 1.877.797.0009

www.bpsyndics.com, syndics@bpsyndics.com

TROIS-RIVIÈRES • SHAWINIGAN • VICTORIAVILLE • THETFORD MINES

Centre de santé et de services sociaux
Maria-Chapelaine

APPEL D'OFFRES

AGRANDISSEMENT ET RÉAMÉNAGEMENT

Le Centre de santé et de services sociaux Maria-Chapelaine, propriétaire, demande des soumissions pour le projet d'agrandissement et de réaménagement de l'Hôpital de Dolbeau-Mistassini, situé au 2000, boulevard Sacré-Coeur, Dolbeau-Mistassini (Québec) G8L 2R5.

Les documents contractuels pourront être obtenus sur préavis téléphonique à madame Caroline Gagnon, au (418) 549-8293, à compter du lundi 5 mars 2007 (poste 0), à compter de 9 h, au bureau des architectes Leblond, Tremblay, Boulay, Fradette et Barrette situé au 393, Racine Est, 6^e étage, Chicoutimi, Québec, contre un chèque visé, non remboursable, de cinquante dollars (50 \$), toutes taxes incluses, émis à l'ordre du propriétaire. La livraison des plans sera aux frais des soumissionnaires. Les personnes intéressées peuvent aussi consulter les documents d'appel d'offres aux associations régionales de la construction.

Les soumissions devront être accompagnées d'une garantie fournie sous l'une ou l'autre des formes suivantes :

- Soit un cautionnement de soumission délivré par une institution financière et établi au montant de un million quatre cent quarante mille dollars (1 440 000 \$), valide pour une période de quarante-cinq (45) jours de la date d'ouverture des soumissions ;
- Soit un chèque visé, au nom du propriétaire, d'un montant de sept cent vingt mille dollars (720 000 \$) ;
- Soit d'obligations conventionnelles au porteur émises ou garanties par les gouvernements du Québec et du Canada d'un montant de sept cent vingt mille dollars (720 000 \$) ;

Cette garantie de soumission devra être échangée à la signature du contrat pour une garantie d'exécution et une garantie des obligations pour gages, matériaux et services. Lorsque ces garanties sont sous forme de cautionnement, le montant de chacune d'elles correspond à 50% du prix du contrat et lorsqu'elles sont sous forme de chèque visé, le montant de chacune d'elles correspond à 10% du prix du contrat.

Les fournisseurs doivent également, lorsqu'il s'agit d'un contrat de construction, d'un montant estimé de 500 000 \$ ou plus, être titulaires d'un certificat d'entrepreneur délivré par un registraire accrédité par le Conseil canadien des normes ou par un organisme d'accréditation reconnu par celui-ci à l'effet qu'il possède un système d'assurance de la qualité couvrant la réalisation de travaux de construction de bâtiments pour les secteurs commercial, industriel et institutionnel et qui est conforme à la norme ISO 9002.

Les entrepreneurs devront inclure les taxes (TPS et TVQ) à leur prix de soumission.

Les soumissions (original + 2 copies) seront reçues sous pli scellé, le mercredi 4 avril 2007, avant 14 h, au CSSS Maria-Chapelaine, à la direction générale (poste 112), et seront ouvertes publiquement le même jour à la même heure, à la salle SS-235 de la même adresse.

Seuls sont admis à soumissionner les entrepreneurs ayant une principale place d'affaires au Québec, ou lorsqu'un accord intergouvernemental est applicable, au Québec ou dans une province ou un territoire visé par cet accord, et détenant la licence requise en vertu de la Loi sur le bâtiment.

Les entrepreneurs sont priés de noter qu'une visite des lieux est prévue le 19 mars 2007, 13 h 30. Cette visite est fortement recommandée pour les entrepreneurs généraux. Le lieu de rassemblement est la salle SS-235 du CSSS Maria-Chapelaine, 2000, boulevard Sacré-Coeur, Dolbeau-Mistassini. Tous les soumissionnaires, entrepreneurs généraux et sous-traitants seront considérés comme ayant visité les lieux et aucune réclamation, pour manque de connaissance des lieux, ne pourra être soumise ni acceptée.

Les entrepreneurs soumissionnaires sont responsables du choix des sous-traitants, tant pour leur solvabilité que pour le contenu de leur soumission, et doivent les informer des conditions qu'ils entendent leur imposer et s'assurer qu'ils détiennent les permis et licences requis.

Le propriétaire ne s'engage pas à accepter ni la plus basse ni quelqu'autre de toutes les soumissions reçues.

NORMAND BRASSARD
Directeur général
CSSS Maria-Chapelaine

IMPORTANT ENCAN PUBLIC
ÉQUIPEMENT DE TRAITEMENT CHIMIQUE ET PHARMACEUTIQUE

LE MARDI 13 MARS À 10 h
CELLIANCE CORPORATION
55 GLEN SCARLETT ROAD
TORONTO, ONTARIO

(50) Cuves de traitement en acier inoxydable, jusqu'à 2 600 gallons • Système de récupération de solvants
• Mélangeurs • Filtrés-presses • Lyophilisateurs et séchoirs à vide • Pompes • Centrifugeuses • Appareils de traitement variés, etc.

• **INSPECTION** : le mardi 12 mars, 9 h à 16 h

RAPPEL - ENCAN LE MARDI 6 MARS
PETRO-CANADA REFINERY
3275 REBECCA STREET
OAKVILLE, ONTARIO

Matériel et pièces de rechange valant plus de 2 millions de dollars au prix coûtant • Ateliers d'usinage, de fabrication et de soudage • Outils • Système de chaudières
• Oxydeur thermique • Camionnettes et camion à incendie • Équipement auxiliaire, etc.

• **INSPECTION** : le mardi 5 mars, 9 h à 16 h

VOYEZ NOTRE SITE WEB POUR PLUS DE PRÉCISIONS.
www.managingyourassets.com

TCL Asset Group Inc.

Tél. : 416-736-1367 Téléc. : 416-736-4159
SOUMISSIONS EN LIGNE AU WWW.BIDSPOTTER.COM

AVIS LÉGAUX - APPELS D'OFFRES - SOUMISSIONS

MISE AU POINT

Veillez noter les corrections suivantes:

Pour notre cahier publicitaire «**Super samedi et dimanche**» en vigueur les 3 et 4 mars 2007.

Page 1 (WE031F507) : Offre spéciale d'ouverture de 8 h à midi. Rabais 45%. Tous les vêtements en denim Levi's, Point Zero, Nevada et Unionbay à prix ordinaires pour hommes et femmes.

CORRECTION: L'annonce devrait se lire comme suit: Offre spéciale d'ouverture de 8 h à midi. Rabais 45%. Tous les vêtements en denim Levi's, Point Zero, Nevada et Unionbay à prix ordinaires pour hommes et femmes à l'exception de tous les articles des programmes «Valeur» Sears dont le prix se termine par .97.

Page 2 (WE031F507): Samedi seulement! Offres spéciales d'ouvertures de 8 h à 12 h. Rabais 40%. Robes et ensembles-pantalons à prix ordinaires pour femmes. Rég. Sears 29,99-199,99. En solde 17,99-119,99.

CORRECTION: L'annonce devrait se lire comme suit: Offres spéciales d'ouvertures de 8 h à 12 h. Rabais 40%. Robes et ensembles-pantalons à prix ordinaires pour femmes de la boutique des robes. Rég. Sears 29,99-199,99. En solde 17,99-119,99.

Page 4 (WE031F507): Rabais 35%. Toutes les chaussures sport et de marche Reebok MD à prix ordinaires pour hommes, femmes et enfants. Rég. Sears 59,99-91,99. La paire. En solde 38,99-59,79.

CORRECTION: L'annonce devrait se lire comme suit: Rabais 35%. Toutes les chaussures sport et de marche Reebok MD à prix ordinaire pour hommes, femmes et enfants. Rég. Sears 59,99-91,99. La paire. En solde 38,99-59,79. A l'exception de tous les articles des programmes «Valeur» Sears dont le prix se termine par .97.

Page 6 (WE031F507): Rabais 50%. Toutes les batteries de cuisine Lagostina.

CORRECTION: L'annonce devrait se lire comme suit: Rabais 50%. Toutes les batteries de cuisine Lagostina. À l'exclusion de tous les articles des programmes «Valeur» Sears dont le prix se termine par .97.

Page 7 (WE031F507): Tous les outils électriques portatifs sont en solde.

CORRECTION: L'annonce devrait se lire comme suit: Tous les outils électriques portatifs sont en solde. À l'exclusion des articles des programmes «Valeur» Sears dont le prix se termine par .97.

Page 8 (WE031F507): 299,99 \$ - Lave-vaisselle mécanique Kenmore à encastrer. Rég. Sears: 349,99.

CORRECTION: L'annonce devrait se lire comme suit: Liquidation! Jusqu'à épuisement des stocks! Lave-vaisselle mécanique Kenmore à encastrer. Étais: 349,99. Maintenant: 299,95.

Pour notre cahier publicitaire «**Soldes Transcanada**» en vigueur du 3 au 16 mars 2007.

Page 4 (CC031F507): Rabais 40%. Chemises sport et maillots à prix ordinaire pour hommes.

CORRECTION: L'annonce devrait se lire comme suit: Rabais 40%. Chemises sport et maillots Retreat, Pierre Cardin, Van Heusen, Dockers, Haggard et Arnold Palmer à prix ordinaires pour hommes. À l'exception de tous les articles des programmes «Valeurs» Sears dont le prix se termine par .97 et des articles actuellement annoncés.

Page 11 (CC031F507): Rabais 30%. Tous les bas-culottes de maintien ou à culotte de maintien. Rég. Sears 4,93-19,95. Ch. ou paquet. En solde 3,45-13,96.

CORRECTION: L'annonce devrait se lire comme suit: Rabais 30%. Tous les bas-culottes de maintien ou à culotte de maintien. Rég. Sears 4,93-19,95. Ch. ou paquet. En solde 3,45-13,96. À l'exclusion des marques Jockey et CK, des emballages multiples, des articles Achat spécial dont le prix se termine par .88 et des articles des programmes «Valeur» Sears dont le prix se termine par .97.

Page 16 (CC031F507): Rabais 30%. Tous les jeans Lois, Unionbay, Lee et Point Zero à prix ordinaires pour hommes. Rég. Sears 19,99-69,99. Chacune. En solde 13,99-48,99.

CORRECTION: Prix ordinaire erroné. L'annonce devrait se lire comme suit: Rabais 30%. Tous les jeans Lois, Unionbay, Lee et Point Zero à prix ordinaire pour hommes. Rég. Sears 225-69,99. Ch. En solde 15,40-48,99.

Pages 16-17 (CC031F507): Veillez noter que les prix des articles des pages 16 et 17 sont en vigueur du samedi 3 mars au vendredi 16 mars 2007.

Page 23 (CC031F507): Toute la literie Martha Stewart Everyday est en solde!

CORRECTION: L'annonce devrait se lire ainsi: Toute la literie Martha Stewart Everyday est en solde! À l'exception des articles des programmes «Valeur» Sears dont le prix se termine par .97 et des articles «Achat spécial».

Pour notre cahier publicitaire «**Sears décor**» en vigueur du 3 au 18 mars 2007.

Page E (WE031F507): 1999,98 pour le duo Maytag Epic à chargement en façade. Rabais 200 \$ sur laveuse, no 37672. Rég. Sears 1699,99. En solde 1499,99. Rabais 100 \$ sur sècheuse, no 77672. Rég. Sears 999,99. En solde 899,99.

CORRECTION: Prix et illustration erronés de duo Maytag Epic à chargement en façade. L'annonce devrait se lire comme suit: 2299,98 \$ pour le duo Maytag Epic à chargement en façade. Rabais 200 \$ sur laveuse, no 37672. Rég. Sears 1699,99. Rabais 100 \$ sur sècheuse, no 77672. Rég. Sears 999,99. En solde 899,99.

Nous sommes sincèrement désolés de tout inconvénient que ces erreurs ont pu causer à nos clients.



APPEL D'OFFRES

Parcs Québec

PARC NATIONAL DU MONT-ORFORD
Station d'épuration par étangs aérés, camping Fraser
Projet n° : 05-2778

La Société des établissements de plein air du Québec (Sépaq) demande des soumissions pour la construction d'étangs aérés à parois verticales en béton, fourniture et installation de la mécanique de procédé et démantèlement du réacteur biologique existant

Les documents de soumission peuvent être obtenus à compter du 8 mars 2007 au bureau de la Sépaq situé à Place de la Cité, Tour Cominar, 2640, boulevard Laurier, bureau 1300, Québec (Québec) G1V 5C2 (téléphone (418) 686-4875) moyennant un dépôt, non remboursable, de 50 \$ incluant toutes taxes, en argent, sous forme de chèque ou de mandat-poste payable à la Sépaq.

Les soumissions seront reçues dans les enveloppes fournies à cet effet jusqu'au 29 mars 2007 à 15 h et seront ouvertes publiquement le même jour, à la même heure au bureau de la Sépaq situé à Place de la Cité, Tour Cominar, 2640, boulevard Laurier, bureau 1300, Québec (Québec) G1V 5C2.

La Sépaq se réserve le droit de n'accepter ni la plus basse ni aucune des soumissions déposées.

Le directeur des immobilisations et des ressources matérielles, Gaëtan Thibault, ing.

http://www.sepaq.com RUBRIQUE «notre organisation»

AVIS LÉGAUX - APPELS D'OFFRES SOUMISSIONS

APPEL D'OFFRES

Projet : 06-0950-0603

L'Agence de la santé et des services sociaux de la Montérégie, propriétaire, ayant son siège au 1255, rue Beauregard à Longueuil, demande des soumissions pour le remplacement de la fenestration - Phase 1 au 1255, rue Beauregard à Longueuil.

Les documents contractuels pourront être obtenus à partir du 5 mars 2007 au bureau de :

Le Groupe des Sept, atelier d'architecture
122, rue Guilbault
Longueuil (Québec) J4H 2T2
Téléphone : (450) 463-3257

contre un chèque visé non remboursable au montant de 50 \$ émis au nom du propriétaire ou argent comptant.

Les soumissions devront être accompagnées soit d'un cautionnement de soumission délivré par une institution financière et établi au montant de vingt-sept mille dollars (27 000 \$) valide pour une période de quarante-cinq (45) jours de la date d'ouverture des soumissions, soit d'un chèque visé au montant de treize mille cinq cents dollars (13 500 \$) fait à l'ordre du propriétaire, soit d'obligations conventionnelles au porteur émises ou garanties par les gouvernements du Québec ou du Canada dont la valeur nominale est de treize mille cinq cents dollars (13 500 \$).

Les soumissions seront reçues au bureau de monsieur Pierre-Klébert Charles, chef de service par intérim des ressources matérielles à l'adresse suivante :

Agence de la santé et des services sociaux de la Montérégie
1255, rue Beauregard
Longueuil (Québec) J4K 2M3
Téléphone : (450) 928-6777
le 22 mars 2007 à 14 h

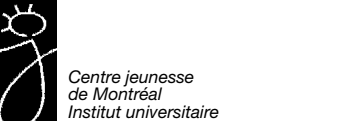
pour être ouvertes publiquement au même endroit, le même jour et à la même heure.

Une visite des lieux se tiendra le 14 mars 2007 à 9 h 30 à l'entrée principale de l'Agence.

Seuls sont admis à soumissionner les entrepreneurs ayant leur place d'affaires au Québec ou, lorsqu'un accord intergouvernemental est applicable, au Québec ou dans une province ou territoire visé par cet accord et détenant la licence requise en vertu de la Loi sur le bâtiment.

Les entrepreneurs soumissionnaires sont responsables du choix des sous-traitants, tant pour leur solvabilité que pour le contenu de leur soumission, et doivent les informer des conditions qu'ils entendent leur imposer et s'assurer qu'ils détiennent les permis et licences requis.

Le propriétaire ne s'engage pas à accepter la plus basse ou quelqu'autre des soumissions reçues.



APPEL D'OFFRES

Projet no : 0421536

Le Centre jeunesse de Montréal - IU, Propriétaire, demande des soumissions pour des correctifs majeurs à la distribution électrique / chauffage et travaux connexes (projet #0421536) au site Mont St-Antoine au 8147, rue Sherbrooke Est à Montréal.

Les documents contractuels pourront être obtenus à compter du lundi 5 mars 2007 à l'adresse suivante:

MLC & Associés
1200, boul Chomedey, Bureau 950
Laval, Qc H7V 3Z3
Téléphone: 514-948-6105

contre un chèque visé non remboursable de 50 \$ émis à l'ordre du Propriétaire «Le Centre jeunesse de Montréal - IU».

Une visite des lieux pour les soumissionnaires aura lieu le 12 mars 2007 à 10 h au 8147, rue Sherbrooke Est à Montréal. Rendez-vous dans le hall d'entrée principal.

Les soumissions devront être accompagnées soit d'un cautionnement de soumission établi au montant de 10% de la valeur de la soumission valide pour une période de quarante-cinq jours de la date d'ouverture des soumissions, soit d'un chèque visé au montant de 5% de la valeur de la soumission fait à l'ordre du Propriétaire, soit d'obligations conventionnelles au porteur émises ou garanties par les gouvernements du Québec ou du Canada dont la valeur nominale est de 5% de la valeur de la soumission. Cette garantie de soumission devra être échangée à la signature du contrat pour un cautionnement d'exécution et un cautionnement des obligations pour gages, matériaux et services, chacun égal à cinquante pour cent (50%) du montant du contrat.

Les soumissions seront reçues à l'adresse suivante:

Le Centre jeunesse de Montréal - IU
8147, rue Sherbrooke Est, Montréal, Qc
Attention: M. Laurent Spénard
Tél: 514-356-4485

jusqu'au 10 avril 2007 à 15 h, heure locale en vigueur, pour être ouvertes publiquement au même endroit, le même jour et à la même heure.

Seuls sont admis à soumissionner les entrepreneurs ayant leur place d'affaires au Québec, en Ontario ou au Nouveau-Brunswick et détenant la licence requise en vertu de la Loi sur le bâtiment.

Les entrepreneurs soumissionnaires sont responsables du choix des sous-traitants, tant pour leur solvabilité que pour le contenu de leur soumission, et doivent les informer des conditions qu'ils entendent leur imposer et s'assurer qu'ils détiennent les permis et licences requis.

Le propriétaire ne s'engage pas à accepter la plus basse ou quelqu'autre des soumissions reçues.

3468428



APPEL D'OFFRES

PROJET :
Édifice administratif à Kuujuaq

PROPRIÉTAIRE :
COMMISSION SCOLAIRE KATIVIK
9800, boul. Cavendish, Suite 400
Ville Saint-Laurent (Québec) H4M 2V9
T. 514-482-8220
F. 514-482-1585

ARCHITECTE :
MONETTE, LECLERC, ST-DENIS ET ASSOCIÉS, ARCHITECTES,
1200, 8^e Rue, Val d'Or (Québec) J9P 3N7
Téléphone : (819) 824-3651
Fax : (819) 824-2804
Responsable : M. Brian Faubert, architecte, M. Sc.

LA COMMISSION SCOLAIRE KATIVIK, Propriétaire, demande des soumissions pour la construction d'un édifice administratif à Kuujuaq.

Les plans, devis, documents contractuels et autres renseignements pourront être obtenus à compter du 5 mars 2007 au bureau des architectes contre un dépôt non remboursable de deux cent dollars (200 \$) sous forme de mandat-poste ou chèque visé émis à l'ordre du propriétaire **La Commission scolaire Kativik**.

Les soumissions, dans des enveloppes cachetées et adressées au soussigné, seront reçues au bureau du propriétaire, **La Commission scolaire Kativik**, à l'adresse ci-dessus mentionnée, jusqu'à 14 heures, heure en vigueur localement le 29^e jour du mois de mars 2007, pour être ouvertes publiquement au même endroit, le même jour et à la même heure.

IMPORTANT : Pour être valable et conforme, votre soumission doit obligatoirement inclure les documents suivants :

1. Chèque visé ou cautionnement de soumission;
2. Assentiment de la caution relative à l'émission des cautionnements d'exécution;
3. Résolution de la Compagnie,
4. Licence R.E.C.Q.

Les soumissions doivent être accompagnées d'un chèque visé représentant 10% du montant soumissionné à l'ordre du Propriétaire, **La Commission scolaire Kativik**, ou d'un cautionnement de soumission, établi au même montant, valide pour une période de 60 jours de la date d'ouverture des soumissions. Cette garantie de soumission devra être échangée à la signature du contrat par une garantie d'exécution et une garantie des obligations pour gages, matériaux et services. Lorsque ces garanties sont sous forme de cautionnement, le montant de chacune d'elles correspond à 50 % du prix du contrat et lorsqu'elles sont sous forme de chèque visé, le montant de chacune d'elles correspond à 10% du prix du contrat.

Seules seront considérées aux fins d'octroi du contrat, les soumissions des entrepreneurs ayant un établissement au Québec ou, lorsqu'un accord intergouvernemental est applicable, au Québec ou dans une province ou un territoire visé par cet accord, et détenant, le cas échéant, la licence requise en vertu de la Loi sur le bâtiment (L.R.Q., c. B.-1.).

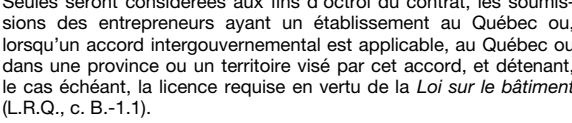
Les entrepreneurs soumissionnaires sont responsables du choix des sous-traitants, tant pour leur solvabilité que pour le contenu de leurs soumissions.

Toutes les soumissions devront être faites conformément aux dispositions du Règlement sur les contrats de construction des immeubles des commissions scolaires adopté en vertu de la Loi sur l'instruction publique (L.R.Q., c. I-13-3, r.O.01)

Le Propriétaire ne s'engage à accepter aucune des soumissions reçues.

Monsieur Patrice Beaumelle
Directeur du service des ressources matérielles

3468371



APPELS D'OFFRES

La Ville de Montréal, arrondissement de LaSalle requiert des soumissions pour :

RÉFECTION DES TERRAINS DE TENNIS AUX PARCS LEFEBVRE ET LACHARITÉ, CONTRAT A.P.07-1209, SOUMISSION 114598.

Date d'ouverture : 20 mars 2007
Dépôt pour obtention des plans et devis : 55 \$ (chèque certifié seulement) T.P.S. et T.V.Q. incluses (non remboursable) 10 % de la soumission (non remboursable)

Dépôt de soumission : Pour informations, veuillez contacter Monsieur Claude Bertrand au 514 367-6773.

N.B. Les soumissionnaires pour ce contrat (A.P.07-1209) devront aussi se procurer les cahiers des charges générales TRAVAUX DE VOIRIE, ÉDITION 1995, ouvrage de référence permanent pour ces dits travaux à la réception des Ateliers municipaux, au coût de 60 \$ chacun (chèque certifié seulement — T.P.S. et T.V.Q. incluses).

ENGAGEMENT DE TERRAINS SPORTIFS DANS L'ARRONDISSEMENT DE LASALLE, CONTRAT A.P.07-1231, SOUMISSION 114666.

Date d'ouverture : 20 mars 2007
Dépôt pour obtention des plans et devis : 55 \$ (chèque certifié seulement) T.P.S. et T.V.Q. incluses (non remboursable) 10 % de la soumission (non remboursable)

Dépôt de soumission : Pour informations, veuillez contacter Monsieur Claude Bertrand au 514 367-6773.

PLANTATION DE VÉGÉTAUX DANS L'ARRONDISSEMENT DE LASALLE, CONTRAT A.P.07-1233, SOUMI

LA PRESSE AFFAIRES

DOV CHARNEY

L'homme d'un million de t-shirts

NÉ À WESTMOUNT D'UNE MÈRE ARTISTE ET D'UN PÈRE ARCHITECTE, DOV CHARNEY EST LE PLUS ICONOCLASTE DES PATRONS DE MULTINATIONALES AMÉRICAINES. AVEC UN CHIFFRE D'AFFAIRES DE 250 MILLIONS, SON ENTREPRISE, AMERICAN APPAREL, SURFE SUR UNE IMAGE PORN-ÉTHIQUE QUI SOULÈVE LA CONTROVERSE – ET FAIT VENDRE UN MILLION DE T-SHIRTS PAR SEMAINE.



NICOLAS BÉRUBÉ

LOS ANGELES

Dov Charney, président et fondateur d'American Apparel, saute dans le fauteuil de son bureau et fait bouger frénétiquement la souris de son ordinateur pour le ramener à la vie.

L'écran s'illumine. M. Charney a 4856 courriels non lus dans sa boîte de réception. Cela ne semble pas l'affecter outre mesure. Ce qui l'intéresse est ailleurs.

Il clique sur un fichier. Une fille apparaît. Dov Charney m'a fait promettre de ne pas vendre le *punch*, mais disons qu'elle est vêtue d'un vêtement de la marque et qu'elle fait passer les publicités libidineuses actuelles d'American Apparel pour des feuillets paroissiaux.

« C'est pas mal, hein? dit-il en se calant dans son fauteuil. Personne ne veut publier ça ici. Ça va sortir juste au Japon. Et encore. À l'intérieur des magazines. Pas sur l'endos. »

La nuit vient de tomber sur le centre-ville de Los Angeles. Dans le bureau du patron, situé au septième étage d'un bâtiment industriel, l'ambiance est relax. Les assistants entrent et sortent en coup de vent. Les blagues fusent. Le cellulaire de M. Charney sonne si souvent qu'il devient une sorte de bruit de fond, une mélodie qui capte son attention une fois sur deux.

À l'heure où les tours de bureaux se vident, American Apparel tourne à plein régime. Sous nos pieds, des centaines de machines à coudre s'activent. Des t-shirts sont coupés, cousus, comptés, vérifiés, empilés, classés, mis en boîte, stockés. Des semi-remorques arrivent et repartent. Des factures changent de main. Et, pendant qu'il pianote sur son clavier à la recherche d'une autre photo osée qu'il veut absolument nous montrer, Dov Charney, self-made-man de 38 ans, admirateur de Jean Lesage et de Lucien Bouchard, voit sa fortune grossir à chaque seconde qui passe.

Un t-shirt en 23 secondes

American Apparel semble défier les lois de la gravité. Ou, du moins, les lois de l'économie de marché. L'entreprise produit tous ses vêtements au centre-ville de Los Angeles, dans une manufacture qui fonctionne 20 heures par jour. Un million de t-shirts par semaine sont cousus ici. Il faut 23 secondes à un employé pour coudre un t-shirt. Les couturières gagnent 13 \$ l'heure, deux fois le salaire minimum.

Les 3000 employés établis à L.A. sont tout sous un même toit : le site Web, les catalogues, le design des vêtements, les *shootings* photos. « Aujourd'hui, les gens veulent des choses simples, explique M. Charney. Le iPod est simple. Les courriels sont simples. On veut se débarrasser de ce qui est superflu. Pour nous, tout faire sous un même toit est une façon de simplifier nos activités. »

« Je suis un admirateur de Jean

« Aujourd'hui, les gens veulent des choses simples. Le iPod est simple. Les courriels sont simples. On veut se débarrasser de ce qui est superflu. Pour nous, tout faire sous un même toit est une façon de simplifier nos opérations. »

Lesage, ajoute-t-il, dans un français teinté d'un accent anglo, visiblement content d'avoir trouvé une analogie toute québécoise. Nous aussi, nous sommes "Maîtres chez nous" ».

Image sexy

M. Charney, 38 ans, a un physique plutôt frêle, une voix qui zozote légèrement et l'énergie d'un adolescent hyperactif qui vient de découvrir qu'il aime le café. Son attention arrive en petites doses et s'envole rapidement.

À l'image du patron, le marketing d'American Apparel est tout sauf banal. Dans les pubs, de jeunes femmes étendues dans des poses suggestives offrent leur corps à la caméra, dans un style soft-porn. Cela déplaît à plusieurs (l'entreprise reçoit des plaintes régulièrement). Dov Charney, qui prend lui-même



PHOTO MILA REYNAUD, COLLABORATION SPECIALE

Dov Charney, self-made-man de 38 ans, voit sa fortune grossir à chaque seconde qui passe.

plusieurs de ces photos, reste imperturbable.

« C'est sûr qu'on choque certaines personnes. Mais nous nous adressons à notre clientèle, les gens de 25 à 35 ans. Ces gens-là ont pas mal tout vu dans la vie. Et le sexe et la mode, ça va ensemble... C'est pas nous qui avons inventé ça! »

Il y a deux formes de conservatisme présentement, selon lui. L'une vient de la droite religieuse, l'autre de la gauche. « La droite, je suis capable de faire avec. Ils sont raisonnables. La gauche, ce n'est

Les t-shirts de K-Mart

Né à Westmount en 1969 d'une mère artiste et d'un père architecte, Dov Charney a toujours eu la bosse des affaires. À 11 ans, il fondait son propre journal pour enfants, qu'il écrivait lui-même et vendait 20 cents. Il avait 500 abonnés et publiait huit numéros par an. Ses sujets de prédilection : la violence faite aux enfants, la censure, les cas d'agressions sexuelles, bref, tout ce qui concerne les jeunes, mais dont personne ne leur parle.

Plus tard, Dov Charney, filleul

le libre-échange. Il y a des nationalistes qui ont une vision... C'est bien pour dire que ce n'est pas noir et blanc, ces choses-là... »

Pluie de millions

Les derniers mois ont été cruciaux pour American Apparel. En décembre, M. Charney a annoncé que son entreprise était rachetée par Endeavor, une société inscrite à la Bourse de New York, pour 244 millions de dollars US en argent frais. La transaction doit être complétée plus tard cette année. Déjà, l'action d'Endeavor est en hausse de 50 % depuis l'annonce, en décembre.

Pour les années à venir, M. Charney prévoit se lancer dans une toute nouvelle aventure commerciale, dont il veut garder les détails secrets pour le moment. « Nous voulons vendre des biens, qui ne sont pas des vêtements. Notre marque est forte et populaire. Nous voulons miser là-dessus. »

Avec l'argent de l'acquisition, M. Charney compte aussi faire grandir le réseau de 152 boutiques qu'il possède dans le monde. « On va rajouter des centaines de boutiques, on pourrait aller jusqu'à 800. Par exemple, nous voulons augmenter notre présence en Europe, un marché plus grand encore que les États-Unis. Peux-tu croire que nous n'avons pas encore de boutique à Barcelone ? Et nous voulons faire des manteaux d'hiver, peut-être même les faire faire à Montréal. Hey, tu veux voir l'usine ? »

– « Heu... »

– « Suis-moi. »

M. Charney nous guide dans des

VIVA RADIO SUR LE WEB

American Apparel a lancé un nouveau projet l'an dernier : Viva Radio, une radio disponible uniquement sur le Web. L'idée est de faire en sorte que les 152 boutiques de la chaîne aient toujours de la bonne musique en magasin. La programmation éclectique est montée par des collaborateurs situés un peu partout dans le monde. On y entend The Cure, Brian Eno, TTC, Devendra Banhart, Jacques Dutronc et bien d'autres... Et il n'y a aucune publicité.

www.viva-radio.com

cages d'escaliers peintes en blanc. Nous émergeons à un étage où travaillent plus de 300 couturières et couturiers, latinos pour la majorité.

Dov Charney s'arrête net devant une pile de t-shirts vert comme qu'une employée est en train d'inspecter. Il en tire un au hasard, examine les coutures, la couleur, la qualité du matériel.

Satisfait, il se retourne. Son visage est barré d'un immense sourire, le sourire d'un enfant qui a une bonne blague à raconter et qui ne sait pas par où commencer.

« Ça, mon gars, ce n'est pas un t-shirt, me dit-il à l'oreille, parlant fort pour se faire entendre malgré le vacarme des machines à coudre. Ce n'est pas un t-shirt. C'est de l'or en barre. »

Allez sur www.lapresseaffaires.com pour lire la retranscription intégrale de l'entrevue réalisée avec Dov Charney.